L'hebdo des socialistes

N°702-703
DU 22 JUIN AU 28 JUIN 2013

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Olivier Faure • CO-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Valerio Motta • RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat • RÉDACTRICE-REPORTER Sarah Nafti • PHOTO • Philippe Grangeaud • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 181 000 exemplaires

PS

SPÉCIAL CONVENTION

Forum des progressistes européens

Convention Europe

Notre Europe

L'AGENDA

23, 24 et 25 août 2013

▶ *Université d'été du PS et du MJS à La Rochelle*

1ERE TABLE-RONDE

Renouer avec l'emploi et la croissance en Europe

Alors que la défiance des peuples à l'égard de l'Europe grandit de jour en jour, les progressistes se demandent quels moyens mettre en œuvre pour réorienter l'Europe pour la croissance et l'emploi. *« Le sentiment que l'UE n'est pas assez protectrice a progressé ces dernières années »*, remarque Gilles Finchelstein, directeur général de la fondation Jean-Jaurès. *« La peur du déclassement est majeure »*.

« Nous avons le devoir de réorienter l'Europe pour lui permettre de sortir de cette triple crise, économique, sociale et politique qui dure depuis six ans et redonner la confiance », affirme Hannes Swoboda, président du groupe S&D au Parlement européen. Plaidant pour *« une union sociale, économique et solidaire »*, Hannes Swoboda précise que, si le *« besoin de réformes »* est réel car *« aucun pays ne doit stagner »*, *« nous devons protéger nos acquis sociaux »*.

Pour Catherine Trautmann, *« nous devons penser la relance par les territoires »*. *« L'économie sociale et solidaire est par exemple un amortisseur créant de l'emploi tout en participant au lien social,* affirme-t-elle. *Ce sont des structures qui favorisent l'emploi local. »* Elle suggère également de penser à la filière de sortie du nucléaire, ou encore *« de faciliter les transmissions d'entreprises »*.

« Nous avons déjà des solutions pour retrouver la croissance », s'exclame Guglielmo Epifani, secrétaire national du Partito Democratico italien. Retrancher les investissements pour la croissance de la comptabilité de la dette, mettre en place des *« project bonds »* ou encore *« faire l 'union bancaire »* pour coordonner les politiques fiscales. En outre, pour Guglielmo Epifani, la mutualisation d'une partie de la dette des États est nécessaire. *« Nous n'avons plus le temps d'attendre ces réformes ! »*

« Seule la création d'emploi peut permettre de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale », relève Antonio José Seguro. Le secrétaire général du Parti socialiste portugais propose donc *« de sanctionner les pays dont le chômage dépasse la moyenne européenne de 11 %, comme l'Union le fait pour les déficits »* afin d'obliger à investir dans l'économie réelle pour lutter contre le chômage.

« L'exemple grec est caractéristique du problème européen », juge Evangelos Venizélos, président du Pasok. *« Il y a trois ans, la crise était surtout budgétaire. Aujourd'hui, après des années d'austérité, le déficit structurel n'est plus que de 0,2 %. Mais à quel prix ? Le taux de chômage atteint 37 % et même 60 % chez les jeunes ! »* Pour Emma Reynolds, députée britannique *« nous avons la responsabilité de regagner le pouvoir, et pour cela, nous devons être toujours plus ambitieux. »*

Jacques Delors

« Le devenir de l'Union économique et monétaire est de tracer le chemin de l'espoir, de la relance. Or que voit-on ? Le décalage dans le temps. La rigueur est en action, la relance, je ne la vois pas venir. Question de volonté politique. Quand on voit le budget européen, comment croire que l'Europe est le chemin de l'espoir ? Question d'efficacité. L'Union économique et monétaire est devenue ingérable et incompréhensible. Comment fonctionnent le Conseil et la Commission ? Les 120 milliards du plan de relance demandés par François Hollande où en sont-ils ? Qui s'en occupe ? L'Union ne fonctionnera pas si après l'effet d'annonce il faut attendre des mois pour avoir des effets. L'euro n'a pas offert une structure assez forte pour résister à la crise. Le problème n'est pas que conjoncturel, il est aussi structurel. La compétitivité de plusieurs États-membres s'est dégradée et l'écart entre le nord et le sud s'est accru. La réforme de l'euro appelle un grand effort d'aménagement structurel pour que tous les pays puissent profiter de la monnaie unique. C'est pourquoi je propose une coopération renforcée pour l'Union économique et monétaire. Elle permettra plus d'autonomie et de rapidité d'action entre les États-membres de cette coopération renforcée, et pour les autres, c'est la garantie que tout le monde respectera intégralement le contrat de mariage des 28. »

Martin Schulz

« Jusqu'où les banques veulent-elles abuser de notre patience ? Elles, qui peuvent emprunter pour 0,5 % l'argent à la Banque centrale européenne et qui le prêtent ensuite à 5 % aux propriétaires de la même BCE. Jusqu'où veut-on accepter une telle politique ? Ces mêmes banques, sauvées par les États-membres, empruntent à un taux de 0,5 % à la BCE pour spéculer sur les marchés internationaux au lieu d'injecter l'argent dans l'économie ! La Troïka, avec sa radicalité, a poussé quelques États-membres dans leur cinquième année de récession. Et elle a reconnu son erreur. Mais on ne peut pas dire à un peuple de se sacrifier, pour finir par dire « désolés nous nous sommes trompés ». C'est inadmissible. L'idée de l'Europe est menacée car la capacité de beaucoup de nos citoyens de rester calmes est en train de s'épuiser. L'idée de l'Europe, c'est que des États travaillent ensemble dans les institutions européennes. C'est normal de ne pas être satisfait de l'Europe telle qu'elle existe aujourd'hui, cela ne fait pas forcément des eurosceptiques ! Mais nous sommes le plus riche continent de la planète, et pourtant les jeunes veulent en partir ! Il y a un véritable problème de distribution : on demande aux gens de payer pour sauver le système pendant que d'autres, les super riches peuvent s'abriter dans les paradis fiscaux. C'est pour cela que nous devons lutter contre cette Europe, et pour une autre Europe, progressiste. »

2E TABLE-RONDE

Proposer un nouveau modèle démocratique, social et écologique pour l'Europe

Comment proposer un nouveau modèle pour l'Europe ? Les progressistes européens veulent prouver qu'il est possible de concilier avancées sociales et dynamisme économique. *« Notre projet politique est la seule alternative au déclin de l'Europe »*, remarque Massimo D'Alema, président de la FEPS, qui trouve indispensable de *« sauvegarder notre civilisation, pour nous, mais aussi pour les autres : il faut convaincre les Indiens, les Chinois, tous les peuples qu'ils ont besoin de protection sociale ». « On est en train de faire une harmonisation sociale par le bas,* regrette également Bruno Tobback, président du SPA (Parti socialiste flamand). *Et cela ne concerne pas que les ouvriers mais tout le monde. Si on considère qu'un ingénieur grec ne vaut que 1 500 euros par mois, qui peut croire que pour le même travail, un ingénieur d'un autre pays européen gagnera 4 000 euros ? On assiste à la création d'une société à deux vitesses, et à la destruction de la classe moyenne. »* Et le Belge explique qu'il existe déjà des ressources qui pourraient être mobilisées : *« Dans notre pays, nous avons des centaines de milliards d'euros d'épargne. Il faut tout faire pour investir cet argent dans l'économie. »*

Jean-Christophe Cambadélis, invite lui à s'appuyer sur les nouvelles possibilités offertes par le traité de Lisbonne. La majorité parlementaire pourra désormais choisir le prochain président de la commission. Ainsi, *« 70 sièges peuvent changer l'avenir de ce continent ! ». « C'est un résultat à portée de main, cela représente deux sièges dans chacun des 28 pays »*, ajoute-t-il. Et le changement radical de politique est urgent car *« les peuples sont en colère ». « Leurs questions se manifestent par un euroscepticisme et la volonté de faire payer l'Europe pour la politique menée par les gouvernements de droite et par la commission européenne. »* Mais les socialistes européens peuvent changer le cours des choses. *« Nous devons donner une dimension nouvelle à l'élection européenne, et mener une campagne continentale derrière un candidat ».*

Harlem Désir

« La vraie confrontation ne doit pas être géographique entre l'Europe du Sud et l'Europe du Nord, elle doit être politique entre les progressistes et les conservateurs, qui veulent moins d'Europe, qui proposent des solutions qui mènent au repli national et qui ont alimenté la montée du populisme. On ne peut trouver de solutions que par plus d'Europe, c'est-à-dire plus de solidarité. Leur échec est cinglant. L'Europe est plongée dans la récession et la crise sociale. Ils ont produit la flambée des extrémismes.

La première bataille, c'est celle contre le chômage des jeunes. Ces jeunes qui sont les premiers frappés par la crise. Nous ne pouvons pas accepter que 25 % de jeunes de moins de 25 ans soient au chômage en Europe. Qu'une génération soit sacrifiée. Il faut mobiliser tous les moyens pour que la « garantie jeunes » soit mise en œuvre.

Le maître mot face à la crise, c'est la solidarité. Il faut donc intensifier la lutte contre l'évasion fiscale. Ces fonds représentent 1 000 milliards d'euros. Nous proposons que la taxe sur les transactions financières soit affectée principalement au financement des projets européens, pour financer l'économie réelle et la relance.

L'Europe a besoin d'un vrai budget. Nous allons nous battre pour obtenir un budget à la hauteur de nos ambitions communes, pour continuer à faire vivre la solidarité. »

Jean-Marc Ayrault

« Pour travailler à la réorientation de l'Europe, il faut un Parti socialiste qui soit cohérent, uni, offensif, et qui travaille avec ses partenaires. Le forum des progressistes est un temps fort. Il y a le Conseil européen de la fin du mois, le président de la République doit se sentir pleinement soutenu dans toutes les initiatives qu'il a prises pour réorienter l'Europe dans le sens de la croissance mais aussi pour une Europe qui soit beaucoup plus sociale et plus solidaire. Et puis il y a les élections au Parlement européen de l'année prochaine. On ne va pas laisser les anti-européens conduire le débat des élections. Il faut que les pro-européens, qui veulent une Europe plus solidaire, plus offensive, qui crée de l'emploi et en particulier pour les jeunes, se rassemblent et qu'ils soient forts parce que les Européens et la France en ont besoin. »

INTERVENTIONS

Retrouvez l'intégralité du texte adopté sur
parti-socialiste.fr/articles/texte-de-la-convention-nationale-notre-europe

Harlem Désir

« Chers amis, chers camarades,

Nous avons eu hier le plaisir d'accueillir nos camarades de toute l'Europe. Aujourd'hui nous tenons ensemble l'engagement pris lors de notre dernier congrès à Toulouse : organiser une grande convention pour définir l'Europe que nous voulons face aux conservateurs et mettre cette convention au service de la bataille que notre parti doit mener contre les droites européennes aux élections de mai 2014.

Je tiens avant tout à vous remercier, ainsi que tous les militants de notre parti, pour votre forte mobilisation, pour les débats riches que vous avez organisés dans vos fédérations, vos sections, et qui ont conduit un grand nombre de militants à participer au vote.

Ce vote est une belle victoire, nous devons en être fiers :

Une victoire pour notre parti – nous avons relevé le pari du débat dans l'unité.

Je sais, on nous reproche un peu tout et son contraire : quand nous soutenons le gouvernement, on parle de godillot, quand on débat, on parle d'indiscipline. Je crois que c'est tout le contraire : c'est lorsque nous sommes capables de débattre dans l'unité, même avec des positions tranchées, que nous servons le mieux la gauche, parce que le sarkozysme est mort de son caporalisme et que nous ne ferons pas la même erreur. Je veux à cet égard saluer l'esprit de responsabilité et le sens du collectif dont ont fait preuve les camarades de la minorité, c'est cela qui donne de la force à notre parti. Et je veux porter au nom de tout le parti la synthèse sur laquelle nous nous sommes rassemblés.

Le débat sur l'Europe, sur l'avenir de l'Europe, les socialistes l'ont toujours mené, parce que nous avons une passion pour l'Europe.
Ce sont les débats sur la CED au début des années 1950, puis sur le Traité de Rome, ce sont les discussions sur le grand marché, pour que le fédéralisme ne soit pas dévoyé en libéralisme, c'est le référendum de 2005 et jusqu'à aujourd'hui le débat européen continue d'animer la vie de notre parti.

Je crois que l'intensité de nos débats est à la hauteur de ce qu'est l'Europe pour nous socialistes : un combat ardent.

Oui, ces débats nous ont passionnés, ils nous ont aussi divisés, déchirés parfois. Alors, aujourd'hui, je suis heureux et fier que nous soyons tous rassemblés derrière ce texte et derrière le président de la République. Jamais nous n'avons été aussi rassemblés et mobilisés pour défendre une autre Europe : une Europe de la croissance, de la justice sociale et du progrès durable. Cette autre Europe, c'est notre Europe.

C'est donc une victoire pour le président de la République et pour la réorientation de l'Europe qu'il a engagée, et auquel nous apportons par ce texte un message clair de mobilisation et de soutien.

Une victoire pour l'Europe enfin, car la voie choisie par François Hollande et portée par notre convention est celle d'une Europe qui renoue avec le progrès, la prospérité et la confiance de ses peuples.

L'Europe a besoin d'un nouveau souffle, d'une nouvelle volonté. L'Europe a besoin de l'engagement de tous les socialistes ! Le rassemblement des socialistes dans notre pays et dans toute l'Europe est le socle de la victoire contre les droites européennes en 2014 ! Le rassemblement des socialistes aujourd'hui, ici, à la Mutualité, c'est le premier pas de la campagne européenne de 2014 !

Je l'ai déjà dit : je veux que notre parti soit le parti le plus européen de France, à la pointe de la confrontation avec les droites européennes contre l'austérité. Je veux que notre parti soit la principale arme du président de la République dans le rapport de force qui l'oppose aux conservateurs. Je veux que les progressistes européens battent les libéraux, les conservateurs, les nationalistes et les xénophobes en 2014 !

Les socialistes ont uni leur histoire à l'histoire de l'Europe.

Comme je l'ai dit hier à nos camarades d'Europe, notre vraie famille politique, ce n'est pas seulement tous les grands socialistes français qui ont combattu pour l'Europe dans notre pays, Jaurès, Blum, Delors, Mitterrand, Pierre Mauroy, que nous avons perdu il y a quelques jours, et qui a fait lui aussi, en 1983, le choix courageux de l'Europe.

Notre vraie famille politique, ce sont tous les grands progressistes d'Europe. Nous sommes tous les héritiers, par delà les frontières nationales de Willy Brandt comme de Jacques Delors, de la révolution des œillets comme du Printemps de Prague.

Si tous ces grands socialistes se sont battus pour l'Europe, et si nous devons aujourd'hui reprendre le flambeau, c'est parce que l'Europe est une construction politique exceptionnelle qui plonge ses racines dans un rêve ancien.

Oui, l'Europe, c'est la Renaissance et les Lumières, c'est le songe de Victor Hugo, le cri de survie de Primo Levi, les clameurs de ces femmes et de ces hommes qui ont abattu le mur de Berlin, c'est la jeunesse qui se lève aujourd'hui contre l'austérité et c'est l'avenir de nos enfants.

Les conservateurs ne sont à la hauteur ni de l'idée européenne ni du moment historique que nous traversons. Ils ont échoué partout en Europe : ils n'ont pas su faire face à une crise qu'ils ont qu'aggravée et ils ont fragilisé le grand rêve européen, détournant l'Europe de ses peuples.

Nous, socialistes, nous ne nous y résignons pas. Nous refusons le délitement de l'Europe. Nous voulons, nous exigeons, nous travaillons de toutes nos forces à une renaissance de l'Europe !

L'échec des conservateurs.
Depuis vingt ans, l'Europe subi de plein fouet les effets des dérèglements du capitalisme mondial. Alors qu'elle reste la première puissance économique du monde, elle est plongée dans la récession, une crise sociale profonde, un chômage de masse qui la jette dans le doute sur elle-même. Les conservateurs ont laissé la crise économique se muer en une crise de la construction européenne. Ils ont produit la méfiance et le repli des peuples, favorisé le regain des extrémismes. La crise que traverse nos sociétés n'est pas seulement économique et sociale. Elle est aussi démocratique et morale.

L'Europe, c'est une espérance que les conservateurs étouffent sous l'austérité.

L'Europe, c'est un projet politique immense que les conservateurs ont voulu réduire à un grand marché, et à laquelle

ils veulent maintenant imposer une camisole d'austérité qui laisse chaque jour de nouveaux citoyens sur le bord du chemin et qui révolte les peuples.

Et à force d'être laissés sur le côté, les peuples choisissent un autre chemin, celui de l'individualisme, du populisme, du nationalisme. L'Europe ne peut pas avancer à coups de trique infligés par une Troïka sans légitimité.

C'est pourquoi nous ne laisserons pas faire les conservateurs.

Il y a eu une sorte de polémique ridicule sur notre prétendu problème avec l'Allemagne... J'ai pourtant entendu les mêmes critiques contre les conservateurs allemands par nos amis du SPD, Peer Steinbrück et Sigmar Gabriel, peu soupçonnables de germanophobie. Et je crois bien que notre parti a toujours été en France le parti de l'amitié franco-allemande.

Ce n'est pas une confrontation avec une personne, encore moins un peuple, c'est une confrontation d'idées que nous assumons face aux conservateurs ! Ce que nous combattons c'est l'austérité parce qu'elle abîme l'Europe.

Et il faut le dire : nous n'avons pas seulement un problème avec les idées conservatrices d'un parti, ou d'un pays.

Nous avons aussi un problème avec les idées libérales au service de la finance du parti de M. Cameron.

Nous avons aussi un problème avec les idées xénophobes de leur ami, le très autoritaire Premier ministre de Hongrie M.Orban, soutenu par la droite française.

Nous les combattons en Europe comme nous combattons les dérives de la droite française, c'est cela le débat public européen et nous l'assumons.
Nous ne les laisserons pas abimer l'Europe parce qu'elle ne leur appartient pas : elle appartient aux citoyens et aux peuples d'Europe !
Face à l'échec des conservateurs, le destin de l'Europe est désormais entre nos mains. Nous avons le devoir de proposer une autre perspective et de répondre aux défis qui sont devant nous : quelle nouvelle croissance pour plus d'emplois, plus de solidarité et plus de droits sociaux ? Quel nouveau modèle écologique et social ? Quelle régulation en Europe ?

Dans un monde dont les mutations s'accélèrent, nous devons bâtir une Europe politique pour qu'elle redevienne un continent leader, capable de gagner dans la mondialisation, de faire entendre sa voix et ses valeurs dans le monde.

Notre convention vient prolonger les initiatives communes, les grands forums progressistes, les travaux menés avec nos partis frères et le PSE depuis plusieurs mois pour donner un nouveau souffle à l'Europe. Notre convention viendra nourrir le programme commun des socialistes européens pour 2014.

Notre convention sert à affirmer notre ambition pour l'Europe et les moyens concrets de la mettre en œuvre. Cette ambition pour l'Europe, le président de la République la fait porter à la France depuis le premier jour de son mandat.
François Hollande s'est engagé dans le combat avec les conservateurs pour la réorientation de l'Europe et, à force de volontarisme et de ténacité, il a déjà obtenu plusieurs victoires : le pacte de croissance, la taxe sur les transactions financières, de nouvelles règles de supervision bancaire, et aujourd'hui, la bataille engagée contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale, une grande offensive franco-allemande pour l'emploi des jeunes, et l'exclusion de la culture des négociations commerciales transatlantiques .
La vision portée par François Hollande repose sur trois piliers : Une Union différenciée qui permette à ceux qui le souhaitent d'aller plus vite et plus loin et qui place en son cœur un gouvernement politique et économique de la zone euro, pour définir ensemble les grandes orientations, pour la croissance, l'harmonisation fiscale et sociale.

Une véritable intégration solidaire pour mettre en commun nos politiques, toujours plus, et dans tous les domaines, et pour aider les États qui ont le plus de difficultés.

Un budget fondé sur des ressources propres et qui soit à la hauteur des enjeux.

Cette vision, nous la partageons, nous la défendons, nous la préparons. Les socialistes, comme nos amis progressistes partout sur le continent, veulent plus d'Europe quand les conservateurs veulent moins d'Europe. Notre Europe est une autre Europe.

Une autre Europe : notre Europe
Nous avons choisi le titre de notre convention en pensant à ces mots de François Mitterrand : *« C'est une œuvre formidable pour nous, et plus encore pour nos enfants, que d'imaginer ce que sera demain l'Europe (...) Ils vivront dans une communauté tout en ayant gardé leur patrie (...) et ils en auront conquis une deuxième : l'Europe, notre Europe »*.

Nous socialistes, notre Europe, c'est une Europe de la croissance contre l'austérité.

Être européen, c'est refuser la baisse des salaires, des retraites, des allocations en Irlande, en Espagne, au Portugal ! Être européen, c'est se révolter quand l'austérité mène à attaquer les institutions essentielles d'une démocratie, la télévision de service public comme en Grèce !

Nous avons redéfini les priorités de la Construction européenne : la croissance, l'emploi, la justice sociale. Le désendettement est nécessaire mais dans des conditions et à un rythme qui ne doivent pas contredire ces priorités. L'austérité aggrave l'endettement. C'est pourquoi nous proposons la révision du pacte de stabilité pour dégager des marges de manœuvre indispensables à la relance.

Nous devons poursuivre l'offensive pour l'emploi, première des priorités européennes, et redonner de la force à notre industrie, par le soutien aux investissements de long terme, de nouvelles stratégies industrielles.
Pour redonner de la force à l'économie réelle, il faut aussi combattre avec détermination la finance folle.

Pour cela, nous prônons une régulation plus stricte des marchés, en particulier en renforçant l'Union bancaire, en intensifiant la lutte contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale.

Et nous nous battons aussi pour un juste échange dans la mondialisation. Nous refuserons de ratifier tout traité susceptible de porter atteinte à nos intérêts mais aussi à notre modèle social et culturel, qui fait notre force et notre fierté !

Notre Europe, c'est une Europe en mouvement, tournée vers l'avenir.

Mettons en œuvre de grands projets communs, dans le domaine des énergies renouvelables, du numérique, de la mobilité, de l'agriculture durable. C'est là que sont les emplois de demain !

Pour cela, nous devons créer une Communauté européenne de l'énergie. Nous devons aussi développer des financements innovants, en particulier par la Banque européenne d'investissement et l'émission de *« project bonds »*, et favoriser les investissements d'avenir, qui doivent pouvoir être soustraits du calcul des déficits publics.

Oui, l'Europe doit anticiper le monde de l'après-crise, le faire advenir et non se laisser submerger par lui.

Notre Europe, c'est une Europe sociale, qui protège ses travailleurs.

Etre européen, c'est refuser que nos pays, nos industries, nos travailleurs soient jetés dans une concurrence violente et généralisée, c'est refuser les dumpings et les délocalisations.

Construisons des échanges justes, des principes de réciprocité, des règles d'harmonisation. Ayons l'ambition d'un *« traité social européen »*.
Engageons une convergence sociale par le haut, défendons un salaire minimum européen, des mesures concrètes pour favoriser la mobilité et la formation des travailleurs et pour anticiper les reconversions industrielles et économiques.
Oui, l'Europe ce n'est pas *« tous contre tous »* et *« chacun pour soi »*, c'est *« chacun solidaire de tous »*. Nous voulons une Europe de la prospérité et du progrès pour tous. Et à laquelle chacun puisse participer.

Notre Europe, c'est une Europe pleinement démocratique.

Faisons renaître une véritable Union politique et démocratique : en renforçant le pouvoir des institutions européennes, et du Parlement en particulier.

Démocratie politique mais aussi démocratie sociale, démocratie citoyenne. Redonnons la parole aux syndicats, à la société civile, aux associations, aux intellectuels.

L'Europe ne doit pas être un grand ensemble indifférencié, mais au contraire dans le monde d'aujourd'hui faire de sa diversité une force. Comme le disait Fernando Pessoa : *« Nous voulons une Europe qui parle d'une seule et même voix, mais dans toutes ses langues, de toutes ses âmes. »*

C'est le rôle de notre parti de mobiliser les citoyens, en leur faisant prendre conscience que le destin de l'Europe est entre leurs mains ! Sans eux, l'Europe n'est rien ! Sans eux, nous ne ferons rien ! L'Europe leur appartient !

Voilà comment François Hollande veut réorienter l'Europe !

Voilà comment les socialistes veulent réorienter l'Europe car c'est cela l'intérêt de la France, des pays européens et des peuples du continent !

Voilà ce que les socialistes, tous les socialistes rassemblés, défendront ensemble pour les prochaines élections européennes !

Le courage aujourd'hui, c'est de rester résolument européen et de combattre pour une autre Europe alors même que – aux yeux de beaucoup de nos concitoyens - c'est difficile, surtout parce que c'est difficile.

Léon Blum disait au soir de sa vie, en 1948 : *« L'instauration d'une Europe unie - unie économiquement, politiquement, socialement - est dans la tradition du socialisme international... On ne fera pas les États-Unis d'Europe sans nous »*.

Alors continuons de faire preuve de courage. Continuons de nous battre ensemble aux côtés du président et du gouvernement, pour une Europe en mouvement, solidaire, audacieuse et libre, une Europe qui réconcilie croissance, justice sociale et écologie, une Europe porteuse de progrès dans le monde de demain !

Vive les socialistes, vive l'Europe et vive la France ! »

Jean-Christophe Cambadélis

« Chers amis, chers camarades, permettez-moi d'abord de remercier tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette convention et au rassemblement autour de ce bon texte. Catherine Trautmann, co-présidente de la convention, mais aussi Estelle Grelier, Jean-Louis Bianco, rapporteurs généraux, les rapporteurs des cinq groupes : Pervenche Berès, Karine Berger, Philip Cordery, Didier Boulaud, Jean-Marc Germain, Laurent Grand-Guillaume, Axel Lemaire, Juliette Méadel, Gilles Pargneaux, Bernadette Vergnaud.

Je voudrais aussi saluer le travail des porteurs d'amendements nationaux : Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche, Guillaume Balas, Zaki Laïdi, Patrick Ardouin, Pierre Larrouturou ou Alain Bergounioux. Une mention spéciale pour les amendements nationaux à Guillaume Bachelay, qui a poussé la passion du débat jusqu'à écrire le texte et déposer des amendements contre.

Merci à Thierry Repentin, ministre des Affaires européennes, aux parlementaires experts qui nous ont éclairés et à Jean-Marc Ayrault, le militant de Matignon, qui a suivi nos travaux avec confiance et bienveillance. Le premier enseignement de notre convention, c'est la participation au débat dans la fourchette haute. C'est dire que ceux qui ont fait le pari de la désaffection ont eu tort. Cela démontre que les militants mesurent parfaitement l'enjeu et sont dans le soutien à la politique européenne du président de la République. Notre Premier secrétaire Harlem Désir a donc eu raison de fixer tôt la clarification et l'ambition des socialistes en matière européenne.

Alors évidemment, il y a eu tous les classiques des conventions : des maladresses, des surenchères. Et comme dans les courses cyclistes, la préparation du sprint final a vu les grosses cylindrées, les grosses équipes se mettre en route, cela a frotté un peu, mais au final, Habemus synthèse, comme il se doit.

Ce n'était pas inespéré tant les points de vue se sont rapprochés, au point qu'Emmanuel Maurel a dû lâcher la désormais célèbre formule : *« La gauche du parti veut des preuves d'amour. »* Au cours des commissions des résolutions, ou dans les assemblées de présentation, le mot que j'ai répété le plus souvent, le plus souvent prononcé, a été : « *mais, camarades, c'est déjà dans le texte* ». Nous pouvons dire que le Parti socialiste s'est doté d'une euro-vision. Le monde a profondément changé depuis la chute du Mur de Berlin, le système capitalisme libéral mondialisé est entré dans une crise sous le double impact de la domination d'une finance fictive, c'est-à-dire spéculative, et l'émergence d'une nouvelle division internationale du travail.

Si la planète n'est plus dominée par le monde occidental, si le développement faramineux des couches moyennes dans les pays émergents pose la question de la soutenabilité du modèle de croissance vorace en énergie ; si les temps modernes sont ceux des crises conjointes, l'Europe déroule à l'envers la pelote de sa propre histoire. Nous assistons à la grande régression européenne : récession économique, chômage de masse, perte de parts de marchés, montée des égoïsmes nationaux, montée du nationalisme.

Pourtant, l'Europe est le continent des conquêtes sociales et de l'État social. C'est un produit intérieur brut qui dépasse 12 000 milliards d'euros. À titre comparatif, la Chine en pèse 4 000 milliards et le Brésil 1 500 milliards. Les ménages de l'Union européenne possèdent un patrimoine de plus de 50 000 milliards, dont plus de 25 000 d'actifs financiers, soit 25 fois les réserves chinoises. Le niveau de l'enseignement, de l'éducation, de la protection sociale et sanitaire est incomparable dans le monde. L'Europe a été aussi en pointe dans la lutte contre le réchauffement climatique. Comment se fait-il qu'un continent qui a su surmonter l'effondrement de l'empire soviétique, certes grâce à l'intelligence stratégique de François Mitterrand, comment ce continent est-il devenu un agrégat de peuples désunis ?

Ce n'est pas l'Europe qui est en cause, encore que son mode de fonctionnement opaque, technocratique, produisant de la norme à n'en plus finir, sur la base de traités signés par les États-membres, pourrait et doit être critiqué au nom du principe de contrôle par les peuples de la construction européenne.

Non, ce n'est pas l'Europe qui est responsable. Ce sont les politiques qu'on y mène. Avec notre convention, le Parti socialiste devient le premier parti socialiste européen, en France. C'est le seul parti voulant construire une euro-alternative à la droite. Car c'est la droite qui nous a menés là où nous en sommes, c'est la droite, en France mais aussi en Europe, qui est aux commandes depuis plus d'une décennie. C'est la droite qui a choisi par deux fois ce naufrageur de l'Europe qu'est M. Barroso.

Comme le dit notre texte, la gestion à contretemps, à contre cycle, à la remorque d'intérêts nationaux, et électoraux à court terme, les conservateurs appliquent dans l'Union les recettes qui ont plongé l'ensemble des peuples dans la crise. Le libre-échange commercial comme étalon à l'intérieur de nos frontières. Aujourd'hui encore, la Commission Barroso veut, à marche forcée, nous entrer sans conditions dans un accord de libre-échange transatlantique. Il n'y a pas de raison de refuser de discuter tant les marchés américains sont si souvent protégés. Mais cela nécessite au moins une réflexion géopolitique, avec une Amérique qui se tourne vers le Pacifique et cherche à assurer des arrières. Cela nécessite aussi quelques garanties économiques. On s'est précipité sans mandat avec le Canada, et on ne sait comment en sortir.

Alors je crois que ce matin, il faut saluer la position courageuse et claire du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, qui a dit, défendu devant l'ensemble de ses partenaires, que la France opposerait son veto si on incluait les biens culturels dans les négociations. Et nous avons gagné, ce qui cadre l'ensemble des négociations. Dans ce domaine, la France et le Parlement européen ont été l'honneur de l'Europe. C'est encore une Europe à deux vitesses où pour l'accord sur le libre-échange, il faut faire vite. Mais dans le domaine de la croissance, on a le temps, on verra au mois de juin, à la fin du mois de juin. Non seulement nous nous battrons au PSE pour faire entendre notre position, celle qui est présente dans notre texte, mais je défendrai, si vous en êtes d'accord, l'idée, devant le PSE, le Parti socialiste européen, d'une Conférence transatlantique des progressistes, regroupant partis et syndicats.

Les droites européennes se sont enfermées dans une théorie qui a jeté les pays dans la ruine et les peuples dans la rue. Cette théorie est assez simple : de l'austérité que jaillira la croissance.

Mais derrière cette politique, il y a un projet caché des droites européennes, qu'impudemment Monsieur Cameron a énoncé : le grand marché plutôt que la solidarité. Voilà où se situe le problème en Europe. Oui, la grande controverse que nous appuyons de nos vœux lors du Conseil national qui a lancé le débat, oui, la grande controverse en Europe commence. Oui, l'enjeu des prochaines élections européennes, c'est deux enjeux, deux visions, deux desseins qui vont s'opposer, entre les conservateurs et les socio-démocrates. Soit il y aura une majorité

de droite et un président de la Commission de droite, et c'est une continuité qui conduira, je le pense, à la catastrophe européenne ; soit nous bâtirons une autre majorité, une majorité progressiste, qui réoriente l'Europe.

Et il y aura, au bout, un espoir. Nous sommes conscients que ce combat majeur est historique. Il se déroulera dans une conjoncture difficile, car le douloureux redressement de la France suite au calamiteux bilan de la droite en France peut obscurcir l'enjeu. Dans ces conditions, il faut incarner l'euro-alternative, et notre texte nous en donne les moyens. Nous sommes conscients aussi que la dureté de la politique menée par les droites européennes provoque dégoût, colère, et peut conduire à un abstentionnisme de masse et à la montée d'un courant multiforme anti-européen. Ce serait la paralysie. Nous ne voulons ni le maintien d'une majorité de droite au Parlement, ni d'une poussée nationale anti-européenne au Parlement européen, voire europhobe. Nous ne voulons ni l'immobilisme, ni la confusion. Nous voulons la réorientation, battre la droite, et faire barrage à la montée des nationalismes et à l'europhobie. Voilà ce que développe notre texte.

Alors, la réorientation : le président de la République l'a ouverte sur la base de la défaite de l'une des composantes du Merkosy en juin 2012. C'est ce que voulaient les Français. Le triptyque de la réorientation est assez simple. C'est la croissance et l'emploi, l'intégration solidaire et l'Europe différenciée. C'est le cœur de notre texte, ce sont les nouvelles priorités des socialistes. L'intégration solidaire s'oppose terme à terme au projet de Monsieur Cameron d'un grand marché. Pas de projet sans solidarité pour la gauche, un grand marché plutôt que la solidarité pour la droite sortante. L'Europe différenciée s'oppose aux blocages de toutes sortes, c'est la méthode pour faire repartir le moteur européen, qui ne saurait se réduire au franco-allemand, même s'il est indispensable.

L'Europe différenciée, pour la gauche, l'Europe immobile pour la droite, pour les droites européennes. Alors : harmonie fiscale, harmonie sociale, lancement de grands projets d'infrastructures industrielles, technologiques, scientifiques, énergétiques, comme nous avons eu la monnaie unique, l'espace de Schengen, l'Airbus ou la coopération renforcée pour taxer les transactions financières, nous voulons une nouvelle méthode de construction qui reprenne à son compte la théorie de l'engrenage chère à Monnet.

La croissance et l'emploi, sortir l'Europe de la récession, réduire le chômage, voilà l'ambition des socialistes. Grands projets industriels et énergétiques, priorité à la jeunesse, augmentation du budget européen, traité énergétique, traité social, réguler la finance, gouvernement de la zone euro, juste-échange, mutualisation de la dette, euro-projet, Banque européenne agissant comme les autres banques centrales, les propositions des socialistes ne manquent pas. Et parce que l'Europe a besoin de croissance et pas d'austérité, il faut réviser, nous en sommes d'accord, le pacte de stabilité, ou l'infléchir, en donnant la priorité comme le demande le président de la République à la relance et à l'emploi.

Mais aussi agir en faveur d'une parité plus équilibrée de l'euro. Nous n'acceptons plus que les efforts de compétitivité soient ruinés par un euro cher, et le Parti socialiste, cher Jean-Marc, demande l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Conseil européen. Pour finir, nous voulons europolitiser la politique et politiser l'Europe. Trois faits majeurs vont modifier la donne. D'abord, la présence d'un socialiste à la présidence de la République, car la présence de François Hollande comme chef d'État de la France donne un point d'appui dans le concert conservateur des gouvernements européens. François Hollande est devenu, en un an, l'avocat des peuples pour la croissance contre l'austérité. Et c'est un élément qui modifie la donne.

Ensuite, le traité de Lisbonne ouvrant la voie à un président de la Commission issu de la majorité parlementaire, cela politise la construction européenne et pousse à une campagne continentale. Demain, vous allez avoir vraisemblablement, nous le souhaitons, un programme commun des sociaux-démocrates en Europe et vous aurez un candidat à la présidence de la Commission, mais il y aura dans le parti conservateur exactement la même chose ; chez les écologistes, exactement la même chose, à l'extrême droite, nous ne savons pas, mais sûrement.

Donc nous aurons une campagne, pour la première fois, qui sera une campagne continentale, une campagne européenne qui intègrera évidemment des problèmes nationaux, nous n'en doutons pas, mais qui permettra de poser le problème d'une nouvelle majorité en Europe, avec un nouveau président de la Commission, et c'est un changement historique qui est en marche dans notre continent.

Enfin, laissez-moi vous dire qu'il y a un dernier élément qui modifie toute la donne de la construction européenne. Nous allons assister à un tournant en Allemagne. Économiquement, d'abord, parce que l'Allemagne a mangé son pain blanc. Elle est, nous le voyons dans les chiffres, derrière la France, et au bord de la récession sur le plan économique. Et ceci va être une donnée que devra gérer le prochain chancelier ou la prochaine chancelière.

Mais il y a un deuxième élément que nous devons analyser, il y aura un tournant politique. Car soit Mme Merkel sera battue, soit elle sera en coalition. En septembre, la droite allemande sera sous contrainte, et c'est donc à nous, la France, à nous, le Parti socialiste, à nous, les sociaux-démocrates européens, de choisir et de saisir notre chance historique pour desserrer l'étau de l'austérité, et permettre une bataille pour la croissance. C'est à nous de devenir la colonne vertébrale du Parti socialiste européen, sans hégémonie, avec patience, avec pédagogie, pour que la campagne soit clairement le débat alternatif.

Nous ne gagnerons pas les élections européennes en étant dans le même maelström que l'ensemble des droites européennes. Nous ne gagnerons pas si nous n'avons pas la visibilité d'un projet qui vise à réorienter la construction européenne et à permettre une autre politique, une autre majorité en Europe. Il faut être clair, il y a un combat entre les sociaux-démocrates et les conservateurs, il faut très clairement fixer cet objectif : une nouvelle majorité en Europe, c'est possible, cela tient à 70 sièges, deux sièges par pays dans 28 pays, c'est à portée de la main.

Dans l'état actuel de l'opinion européenne, l'enjeu va être : qui portera l'espoir ? Et qui jouera des désespoirs ? La conquête de l'espoir, d'un renouveau européen, c'est ce que nous commençons aujourd'hui. Nous avons débuté le combat pour la réorientation, nous sommes les seuls à pouvoir l'imposer. L'UMP, c'est les droites européennes de Monsieur Cameron, de Madame Merkel ou d'Orban et des autres. Le FN, en renonçant à l'euro, renonce à réorienter l'Europe, et le Front national sera le franc-garde, le meilleur allié des droites européennes.

Personne d'autre, en Europe, n'a assez de force, de puissance, de représentativité pour en changer le cours. Nous sommes donc là réunis, au-delà de nos divergences, avec un texte qui nous rassemble et qui est incisif, robuste, capable de donner une nouvelle ligne à l'Europe. Le Parti socialiste est maintenant prêt pour porter le renouveau en Europe. Merci de l'avoir permis. »

Guillaume Bachelay

« Chers camarades, cette semaine restera dans nos cœurs militants. Elle fut rythmée par les hommages à Pierre Mauroy, grand socialiste, grand Français, grand Européen. Et maintenant, voilà notre rassemblement et l'Europe.

Les socialistes et l'Europe, dans notre histoire, c'est une histoire à soi seul, faite de conquêtes et d'espoirs, mais aussi de dilemmes et, parfois, de désillusions. Inutile de remonter à la Communauté européenne de Défense pour le savoir ! Pierre Mauroy le savait. Voilà ce qu'il disait à propos duParti socialiste, dans son discours pour le centenaire en 2005 : *« tiraillé entre des positions parfois contradictoires, il s'est construit dans le débat et dans l'échange (...) La construction européenne, si elle a souvent fait l'objet de tensions au sein du Parti socialiste, reste pourtant inhérente à son identité. Il est alors nécessaire de nous rassembler, à nouveau, en un parti uni ».*

Tout est dit : que nous faisons tous le choix de l'Europe ; que le débat n'est pas de savoir si elle doit être notre horizon commun, mais comment l'orienter vers la croissance et la solidarité ; que pour y œuvrer, les socialistes français gagnent toujours plus à discuter qu'à se disputer.

C'est pourquoi je suis heureux qu'à l'issue de nos débats des dernières semaines, nous ayons forgé la synthèse. Je dis forger à dessein. Car il n'y a pas d'immaculée conception du rassemblement – même le dimanche matin. Il y a en revanche des artisans de l'unité. Les militants, qui ont massivement approuvé le texte qui leur était proposé dans cette convention présidée par Jean-Christophe Cambadélis avec Catherine Trautmann. Les motions issues de notre congrès, qui ont pris en compte les messages adressés par les votes dans les fédérations. La commission des résolutions, qui a rassemblé notre pensée en 14 propositions pour débattre avec nos camarades du PSE puis, avec eux, combattre les droites en Europe aux élections de mai prochain. Cette convention, cette orientation et cette union ont été possibles parce que le Premier secrétaire les a portées. Je veux, cher Harlem, devant notre parti, le souligner et t'en remercier.

Vouloir l'Europe, c'est vouloir la réorienter pour la sauver. Le préalable à la volonté, c'est la lucidité. Si l'Europe utilisait ses atouts, elle serait la première puissance de la mondialisation. Hélas, elle sacrifie l'investissement – dans les nouvelles technologies, les nouvelles énergies, l'éducation aussi – et elle renonce trop souvent aux protections – pour ses industries ou ses brevets. Dans la compétition mondiale, l'Europe devrait utiliser ses deux bras, l'un pour innover, l'autre pour protéger – mais voilà, l'Europe,c'est la Vénus de Milo...

Dans un monde qui bouge et qui ne nous attend pas, les peuples savent que les solutions sont européennes et pourtant ils perçoivent de plus en plus l'Europe comme un problème. Mais le problème, ce n'est pas l'Europe, ce sont les conservateurs et les libéraux qui l'empêchent d'accomplir son projet, de tenir sa promesse.

C'est la droite majoritaire à la Commission qui, faute de directives contraignantes, ferme les yeux sur les travailleurs détachés, mot pudique pour dire low-cost : un million et demi de femmes et d'hommes sont baladés d'un coin à l'autre du continent, pour 3 à 6 euros de l'heure, au mépris de leur dignité et au détriment de filières productives entières. Contre le dumping et les délocalisations, nous voulons la convergence sociale et l'harmonisation fiscale.

C'est la droite majoritaire au Conseil qui regarde en l'air quand le Premier ministre grec coupe la télévision et la radio publiques au motif que la Troïka exige des économies. Faire des économies sur le compte du pluralisme et de l'information, c'est croire qu'on peut faire l'économie de la démocratie ! Les peuples ne l'acceptent pas et nous non plus. C'est pourquoi nous donnerons la priorité au renforcement des droits des Européens.

La droite n'en rate pas une ! Cette semaine encore, alors que le Parlement européen votait une résolution sur les investissements sociaux, la majorité PPE déposait des amendements visant à réduire de moitié les fonds pour l'emploi des jeunes !

En Europe aussi, pour changer de politique, il faut changer de majorité politique. C'est l'enjeu du scrutin européen de mai 2014.

N'ayons pas peur, comme disait hier Jacques Delors. Et d'abord, de politiser l'Europe, de dire aux citoyens : il y a deux chemins, ou plutôt il y a un chemin solidaire et une impasse austéritaire. En mai 2014, il y aura deux options : conservatrice ou régulatrice. Dans ce contexte, ne nous excusons jamais d'être socialistes.

Faire de la politique, c'est aussi rappeler que la souveraineté appartient aux citoyens et pas aux techniciens. Le Chef de l'État a bien fait de le rappeler à la Commission.

Enfin, distinguons ce qui relève des États et ce qui incombe à l'Europe. Chaque pays doit apporter sa force à l'ensemble européen : en redressant ses comptes publics et en musclant son appareil productif. Ne demandons pas à l'Europe de faire ce que nous avons à faire – et que nous faisons avec le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Ce qu'on attend de l'Europe, c'est qu'elle soutienne ces efforts en tenant compte de la conjoncture et qu'elle engage une stratégie de relance – bref qu'elle soit à l'initiative et non pas rétive, encore moins punitive. Quant à l'Allemagne, elle doit davantage stimuler l'investissement public et privé chez elle afin de contribuer au redémarrage du continent. C'est son défi, c'est aussi son intérêt.

Mes camarades, pour 2013, 2014 et les années qui suivent, le mot d'ordre est simple : la droite a verrouillé l'Europe, nous voulons la déverrouiller. »

Emmanuel Maurel

« Mes chers camarades, cher Jean-Marc, cher Harlem, cher Jean-Christophe, cher Laurent Fabius et chers tous, rien ne serait pire ce matin qu'une convention nombriliste, socialisto-centrée. Si nous voulons que le message de cette Convention intéresse un tant soit peu les Français, je pense qu'il est inutile de refaire le film des derniers jours de son déroulement, un peu heurté, il est vrai.

Mais je me bornerai donc à remercier d'abord tous les militants socialistes qui se sont déplacés à l'occasion de cette convention, en dépit d'un contexte peu favorable. Et puis bien sûr, j'aurai un mot pour les nombreux, très nombreux militants qui ont voté pour les amendements que nous avons déposés. Je dis *« nous »*, motion 3, mais je dis *« nous »* aussi pour les amendements communs avec Un monde d'avance.

Nous avons constaté avec satisfaction l'aspiration majoritaire des socialistes à une autre Europe, l'aspiration majoritaire des socialistes pour que la social-démocratie soit enfin à l'offensive, l'aspiration majoritaire des militants pour que les sociaux-démocrates ne se contentent pas de belles paroles.

Pour proclamer que les lendemains vont chanter, que l'Europe sociale est devant nous, nous sommes très forts, mais vous êtes comme moi, vous le savez, les gens attendent de nous non seulement de belles paroles, mais surtout des actes. Passons des paroles aux actes ! Cela doit être le message de cette convention, ça doit être la leçon et la feuille de route pour 2014.

Je crois que le texte de synthèse reprend cette aspiration. Alors oui, bien sûr, c'est une synthèse, donc un compromis. Nous n'allons pas faire semblant d'être d'accord sur tout, mais nous avons travaillé, Jean-Christophe l'a dit à l'instant, Guillaume Bachelay également, à construire des convergences. Pourquoi ? Parce que ce qui compte, c'est évidemment l'objectif politique. Et quel est l'objectif politique ? C'est réorienter la construction européenne. Réorienter la construction européenne avant qu'il ne soit trop tard.

Nous n'avons pas le temps de laisser du temps au temps. Nous n'avons pas le temps, pourquoi ? Parce qu'il est possible, parce qu'il est probable que demain, au Parlement européen, siègent d'authentiques nazis. Avons-nous le temps ? Avons-nous vraiment le temps ? Parce qu'il est possible que demain, au Parlement européen, les partis d'extrême droite rentrent en masse. Et quand Martin Schulz disait, hier, et lui aussi a eu de belles paroles, il s'est même inspiré de Cicéron : *« Nous n'avons pas, nous, socialistes, la patience d'attendre. »* C'est vrai, nous n'avons pas la patience d'attendre.

Nous n'avons pas la patience d'attendre quand les politiques d'austérité dévastent des pays entiers. Nous n'avons pas la patience d'attendre quand, dans le continent le plus riche du monde, le chômage explose, des millions de travailleurs se retrouvent sans travail, on compte des millions de précaires. Nous n'avons pas le temps d'attendre. Nous n'avons pas le temps d'attendre quand des millions de retraités voient leur pension baisser drastiquement.

Alors il faut le sursaut. Il faut réagir. Et ce sursaut, il est aussi nourri de notre indignation. Oui, notre indignation, chers camarades, comment pouvons-nous rester indifférents, mesurés, quand nous voyons et nous constatons le martyre du peuple grec ? Oui, j'ose ce mot, le martyre du peuple grec. Et nous sommes parfois trop diplomates quand nous constatons les effets désastreux des politiques d'austérité. Chers camarades, je comprends que le gouvernement soit contraint à des expressions très contenues et déplore ce qui s'est passé, par exemple pour la télévision publique grecque. Mais nous, socialistes, nous ne devons pas seulement déplorer, il faut condamner, il faudrait que nous organisions une manifestation, il faudrait se battre, il faudrait se dire : solidarité avec les Grecs, solidarité avec les Espagnols, solidarité avec les Portugais, qui souffrent de ces politiques iniques ! Nous ne pouvons pas faire de l'autocensure, parce que nous sommes indignés.

Alors bien sûr, cette indignation, il faut lui donner un débouché politique. Et c'est là le rôle de la gauche européenne. La social-démocratie a aujourd'hui une responsabilité historique. Je le dirai en termes diplomatiques pour une fois, mais Laurent Fabius est là, c'est pour ça... Mais je le dirai quand même : la social-démocratie n'a pas toujours été à la hauteur de sa tâche et de sa responsabilité. Sans revenir à la fin des années 1980, où Lionel Jospin, cher Jean-Marc, menait un combat courageux et héroïque face aux errements de Schröder et de Blair... Vous vous souvenez ? Certains s'en souviennent ici. Oui, c'était un combat courageux. Sans revenir à cette période, je pense que nous devons reconnaître que la social-démocratie a fait bien des erreurs ; et s'est parfois illustrée par son incapacité à répondre, parfois même par son manque de volonté à répondre.

Et si nous voulons être crédibles, si nous voulons clairement incarner une alternative, alors oui, nous devons aussi dire à la social-démocratie : il est temps de passer à une autre étape. Le temps du sursaut est venu. Nous sommes crédibles pour porter une alternative parce que nous sommes européens, parce que nous, socialistes et sociaux-démocrates, cette Europe, nous l'avons rêvée, nous l'avons voulue, nous l'avons construite.

Mais en même temps, il faut être clair sur le message. Il faut désigner les adversaires, il faut être clair dans son discours. Rien n'est pire que l'indifférenciation, en politique. L'indifférenciation, ça tue la démocratie, mais ça tue l'Europe en particulier. Rien n'est pire que de laisser à penser que finalement, on se dispute sur l'accessoire, mais qu'on est d'accord sur l'essentiel.

Chers camarades, non à l'indifférenciation, oui au clivage droite-gauche. Mais il faut désigner nos adversaires et ne pas avoir de pudeur pour dire que oui, aujourd'hui, nos adversaires, c'est Madame Merkel, c'est Monsieur Barroso, qui est ce que le néoconservatisme a produit de pire, de plus médiocre.

Voilà, il faut caractériser nos adversaires, et il faut dire : posons des actes. Ne nous contentons pas de belles paroles. Parce que moi j'entends ce qui est dit, et je souscris à ce qu'a dit Jean-Christophe, mais il faut poser des actes. Et c'est le sens de cette résolution en quatorze points, de ce mandat que nous donnons à nos camarades au sein du PSE. Poser des actes, c'est dire : nous sommes clairement pour un changement de politique budgétaire.

Nous sommes clairement pour un changement de politique budgétaire : le pacte de stabilité, non seulement ça ne marche pas, mais ça produit les effets inverses à ceux qui étaient escomptés. Toujours plus de dette, toujours plus de déficit, nous ne voulons pas de cette politique-là, nous portons l'exigence de la relance au niveau européen, et la relance, ça passe par une augmentation du budget. Et quand Jacques Delors hier disait très justement, avec impertinence, et il le peut, il a l'expérience et il a tout ce qu'il faut pour cela, il disait : *« Ils sont où, les 120 milliards ? »* Eh bien chers camarades, nous avons quelques

mois pour les retrouver, les 120 milliards. Ça doit être une exigence pour nous, socialistes, parce que sinon, ce ne sont que des belles paroles, ce ne sont pas des actes.

Changement de politique monétaire, également, ça a été dit à l'instant par Guillaume, mais nous y revenons : ça n'est plus possible aujourd'hui de laisser filer cet euro sur-évalué qui pénalise dramatiquement nos industries. Ça n'est pas possible de ne pas changer les statuts de la Banque centrale européenne pour qu'elle puisse prêter directement aux États. Passons des paroles aux actes, demandons-le maintenant. Changement, enfin, de la politique commerciale. L'Europe se conduit un peu comme l'idiot du village planétaire. Au moment où tous les autres continents se protègent, nous sommes là dans cette espèce de dogme ridicule du libre-échange généralisé, alors soyons laïques, et rejetons ce dogme qui n'aboutit qu'à une seule chose, c'est à pénaliser nos industries.

Sur le traité transatlantique, soyons fermes. Il y a eu une belle victoire sur l'exception culturelle, et nous la saluons. Mais, chers camarades, soyons clairs entre nous : ce n'est pas seulement la culture qu'il faut défendre, c'est nos savoir-faire, c'est nos industries, c'est notre alimentation. Alors ce combat contre le traité transatlantique, il n'est pas fini, il faut le maintenir.

Voilà la feuille de route pour cette grande controverse qu'a appelée de ses vœux Jean-Christophe Cambadélis. Je finis juste sur un point : nous avons des élections européennes dans moins d'un an. Et si vraiment nous croyons à ce que nous disons, si vraiment nous pensons que l'essentiel se joue là, alors ne minorons pas l'enjeu de ces élections au prétexte que pour un parti au pouvoir, elles ne seront de toute façon pas bonnes.

Ne minorons pas, mobilisons les militants, faisons de cet enjeu un enjeu sérieux, croyons à ce que nous disons, ne mettons pas notre drapeau dans notre poche, soyons fiers de nos valeurs, soyons fiers de cette feuille de route que nous avons votée. Tous ensemble, nous pouvons changer l'Europe demain. Vive la gauche et vive l'Union européenne ! »

Jean-Louis Bianco

« Chers camarades, merci. Merci à tous les militants qui ont débattu, qui ont été présents, qui ont construit ce texte.

Merci à ceux qui ont travaillé dans la commission des résolutions. Merci aussi aux rapporteurs, Jean-Christophe les mentionnait tout à l'heure, et au nom d'Estelle Grelier, je voudrais dire qu'ils ont travaillé dans leur groupe vite et bien, et qu'ils ont posé le socle de ce qui est aujourd'hui notre texte. Merci à Jean-Marc, aux ministres qui sont ici présents, aux députés, aux parlementaires européens. Votre présence nous fait chaud au cœur parce qu'elle prouve que vous êtes toujours des militants.

Mes chers camarades, quel est l'enjeu ? Ça a été dit, mais je veux le redire à ma manière, avec mes mots : nous voulons, et c'est une ambition énorme, mais nous voulons changer l'Europe. Nous voulons changer d'Europe. Et c'est à portée de la main, en dépit de toutes les difficultés, Jean-Christophe le disait tout à l'heure, soixante-dix sièges à trouver, avec un programme commun qui soit un vrai programme commun de la gauche européenne des socialistes, des sociaux-démocrates, et en essayant d'agréger au-delà avec un candidat commun pour que demain, la Commission offre un autre visage, un visage de gauche. C'est possible, c'est à portée de la main.

Il en est de notre tâche. Notre tâche est d'être inlassablement partout, tout le temps, les avocats de l'Europe. Les avocats de l'Europe malgré les difficultés, malgré le désespoir, malgré les trahisons, parce que nous savons très bien qu'il n'y a pas d'alternative, sinon le nationalisme, et le nationalisme, disait François Mitterrand, c'est la guerre. Il n'y a pas d'alternative, sinon casser ce qui existe au nom de quelque chose qui ne sera que pire qu'aujourd'hui.

L'Europe n'est plus un espoir, l'Europe n'est plus aimée, l'Europe, au mieux, est considérée comme impuissante, au pire comme un complice actif des conséquences négatives de la mondialisation. Nous avons donc un choix historique à faire, qui ressemble, dans un autre contexte, au choix historique de François Mitterrand en 1983. Nous voulons rester dans l'Europe parce que nous voulons changer l'Europe.

Comment faire ? En bâtissant, jour après jour, l'Europe des peuples, et je voudrais insister là-dessus, un peu au-delà du texte de notre Convention. Les jumelages, les rencontres, la fraternité, un programme Erasmus pour tous, un moment à la télévision où l'on parle de l'Europe, où l'on montre comment est le monde vu des autres capitales européennes, on n'est pas nous, tout seuls, Français, à se regarder le nombril. Six mois dans un autre pays européen avant d'arriver au niveau du Bac. Il faut fabriquer l'Europe à la base, l'Europe des peuples, l'Europe de la fraternité.

Et puis en rassemblant, je le disais tout à l'heure, toutes les forces de progrès. N'oublions pas les syndicats. Bernadette Ségol était là hier. N'oublions pas le dialogue social. Et puisque Delors nous a tous impressionnés, permettez-moi, moi qui ne suis pas catholique comme lui, de dire quand même cette phrase magnifique : aujourd'hui, le dialogue social, c'est une messe, mais sans la foi !

Et il y a un premier objectif, mes camarades, qui apparaît possible, ce qui n'aurait pas été le cas voici quelques années, même quelques mois. Pour la première fois je pense, et je pèse mes mots, que nous sommes en mesure de terrasser la finance spéculative, parce que tout le monde se dresse, et je crois cette fois-ci avec un minimum de sérieux, contre les paradis fiscaux, contre l'évasion fiscale, et pour la taxe sur les transactions financières. Ça peut être la première victoire de la gauche européenne, et nous devons la porter.

Et puis, c'est une évidence, en définitive, à la fin, nous avons un objectif et un seul : faire reculer le chômage, faire reculer le chômage des jeunes, donner les moyens d'une nouvelle politique d'investissement au niveau européen, mettre en place avec une vraie ambition la garantie jeune, avec un nouveau modèle de développement qui sera créateur d'emplois.

Faire reculer le chômage. Faire reculer le chômage des jeunes, c'est le mandat que nous devons donner à une majorité de gauche, et c'est là-dessus que nous serons jugés par nos concitoyens et par l'Histoire. »

Véronique Lacoste

« Chers amis, chers camarades, cette convention doit être un point de départ pour réorienter l'Europe. C'est la mise en marche de tous les socialistes pour une Europe, la nôtre, celle du progrès social, notre Europe.

Dans notre texte, nous avons défini les objectifs à atteindre, nos priorités. Il nous reste à définir les modalités pour atteindre ces objectifs. Il y a urgence à aller plus vite, plus loin. Les droites européennes dirigent l'Europe depuis trop longtemps, les politiques d'austérité imposées par la Troïka ouvrent un boulevard aux extrémismes. L'Histoire nous l'a appris : la crise est le terreau où les ronces de l'extrême droite poussent le mieux.

Sachons nous en souvenir. Regardons la situation en face. La fermeture de l'audiovisuel public grec doit interpeller tout démocrate. Ce dernier épisode vient se surajouter à une situation déjà intolérable en Europe, où les plans d'austérité s'enchaînent et jettent des centaines de milliers de manifestants dans les rues.

En même temps, au Portugal, on se souvient et on ressort l'œillet, symbole en son temps de la lutte contre la dictature militaire et aujourd'hui contre celle des marchés. Nous pourrions ainsi dresser un tour d'Europe de la crise sociale et de l'austérité. Et il y a urgence à trouver des solutions concrètes. Sinon, les personnes finiront par rejeter définitivement l'Europe. Pourquoi ? Parce qu'ils la jugent responsable de leurs difficultés ou incapable d'y répondre.

Des solutions existent pour entamer une lutte radicale contre le chômage de masse : alléger le financement de la dette publique, lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux.

Dans ce contexte de crise des populismes, comment mobiliser sur le scrutin des européennes ? Un sondage récent place le PS en troisième position, derrière le Front national, au coude à coude avec le Front de gauche. Nous avons un écueil devant nous : la démobilisation de l'électorat socialiste. L'Europe n'est plus perçue comme celle qui protège mais comme celle qui contraint, qui asservit, qui met les peuples à genoux. C'est en proposant un bouclier social dans une Europe solidaire que nous préserverons et améliorerons les droits et les systèmes sociaux. La défense de la clause de l'européenne la plus favorisée dans le texte de notre Europe est notre combat.

C'est dans l'unité des progressistes que l'on battra les extrémismes, en mettant le cap vers un autre mode de développement, une croissance durable. Pour cela, il faut rompre avec les anciens schémas de pensée qui nous ont conduits dans cette galère, contre l'Europe de l'austérité, en choisissant la voie de la démocratie sans peur, celle qui redonne de la place aux citoyens et non aux banques, celle qui redonne un pouvoir législatif au Parlement, celle qui redonne leur place aux valeurs de solidarité.

Comment réveiller la démocratie menacée ? En mobilisant les capacités citoyennes, en s'adressant directement aux personnes. Il faut oser réenchanter la politique par le débat, l'action collective et l'innovation, et cela passe aussi par la démocratie participative.

Pourquoi les électeurs s'intéresseraient-ils à la politique si la politique ne s'intéresse jamais à eux ? Lors de la campagne présidentielle, nous avons retrouvé le chemin du porte-à-porte, cette méthode nous a conduits au succès. Privilégions le contact direct avec les citoyens pour faire émerger de vrais changements au niveau des relations entre élus et citoyens.

Actuellement, beaucoup ne savent même pas qui est leur député européen, et encore moins ce qu'il fait. Il faut aussi plus de démocratie représentative, avoir des règles claires de désignation de nos candidats ; revenir, comme l'a demandé la motion 4, à une liste nationale plutôt que de garder ces huit régions artificielles. À l'avenir, aller vers des listes transnationales pour une réelle campagne continentale.

Dans un article récent du Monde, un journaliste demandait : qui a envie de monter en première ligne pour aller au casse-pipe ? Choisissons celles et ceux qui veulent vraiment s'engager pour l'Europe et qui ont déjà fait preuve de leur engagement européen. Plusieurs amendements fédéraux non retenus allaient dans le sens de plus de transparence.

La candidature commune pour la Commission européenne sera une grande avancée. Le programme commun des socialistes européens, pour nous, que nous allons rédiger ensemble, pour démontrer l'unité des progressistes, et c'est ainsi ensemble que nous combattrons toutes les droites et tous les extrémismes. Pour combattre l'abstention et le populisme, il nous faut mobiliser le peuple de gauche pour qu'il s'exprime. Notre défi, c'est de lui donner envie de venir voter pour nous.

Dans cette Europe de droite, des victoires sont possibles, comme celle obtenue le 14 juin avec l'exclusion de l'audiovisuel, du cinéma et d'Internet des futures négociations commerciales entre l'Europe et les États-Unis. Cet épisode démontre que la volonté politique, associée à la rébellion des milliers de professionnels de la culture, a permis de contrer la volonté de certains de passer outre le Parlement européen.

Il faut continuer à peser pour ne pas remettre en cause nos choix de société en matière aussi de santé, d'éthique, de travail, de consommation, d'agriculture, de préservation de nos services publics, de protection des données personnelles.

Il faut impliquer largement les associations, les associations de consommateurs, et les organisations syndicales. Nous l'avons vu avec la culture, c'est quand des milliers de voix accompagnent le politique que l'on gagne.

En conclusion, avec nos partenaires du PSE, définissons les stratégies concrètes qui nous permettent d'avancer vers cette Europe du progrès social, et n'oublions pas d'y associer largement les citoyennes et les citoyens. Jacques Delors nous l'a dit hier : n'ayons pas peur, nous y arriverons, fiers de nos valeurs et de nos symboles, que je lève ici. Nous gagnerons ! »

Thierry Marchal-Beck

« Chers amis, chers camarades, cher Jean-Marc, cher Harlem, j'aimerais tout simplement vous passer le message de la jeunesse socialiste, vous parler de ma génération. Ma génération en Europe, c'est une génération qui ne se demande pas si oui ou non elle est pour la construction européenne. Si nous sommes européens ? C'est intrinsèque. Cela va de soi.

Mais l'Europe, pour nous, depuis maintenant un certain nombre d'années, quand vous avez vingt ans, vingt-cinq ans, cinq ans, c'est long, et depuis 2008, c'est très long. Je pense à la jeunesse grecque, je pense à la jeunesse hongroise, je pense à nos camarades aujourd'hui en Turquie, à ceux qui subissent le chômage aux quatre coins du continent. Génération sacrifiée. Génération perdue. Effet cicatrice qui fait que quand vous rentrez sur le marché du travail dans une période de crise économique, non seulement votre salaire est plus faible, quand vous avez un salaire, mais en plus, vous véhiculez ça, vous avez cela tout au long de votre carrière.

5,5 millions de chômeurs de 18 à 25 ans aujourd'hui en Europe, six milliards avec une garantie jeunes, c'est bien, mais dix euros par jeune, par an pour sortir de la crise, cela ne me semble pas forcément suffisant.

À partir de là, je souhaite passer quatre messages.

Le premier, c'est qu'on ne lutte pas contre le fait qu'il y ait plus de 25 millions de personnes au chômage en Europe avec un budget européen en baisse. Le président de la République a parlé même d'un budget spécifique à la zone euro. Eh bien, moi, dans le texte qui est écrit, et dans toutes les discussions, j'ai l'impression qu'on est de plus en plus d'accord, mais quand arrivent les choix tactiques, il y a des divergences.

Aujourd'hui, comment fait-on ? Comment agit-on pour dire : un budget européen en baisse, non merci. Et le rôle des élections européennes de 2014, c'est de déterminer quel sera le budget européen de sortie de crise, avec quelles ressources propres : la contribution climat-énergie, la taxation sur les transactions financières, un impôt sur les sociétés commun au niveau européen.

Le deuxième élément, c'est qu'on ne sort pas d'une crise en marchant sur la tête de son voisin. Et les débats sur la baisse du coût du travail dans un marché commun, c'est l'équivalent des dévaluations compétitives des années 1970 et des années 1980. La raison même pour laquelle nous avons fait l'euro. Parce que c'est un jeu à somme nulle, mes chers camarades. Si la France baisse son coût du travail autant que l'a fait Schröder, nous n'allons pas gagner des parts de marché, parce que nous aurons le même coût du travail. Donc la seule conséquence de la baisse du coût du travail, si tout le monde le fait en même temps, c'est tout simplement que personne ne gagne et que les salariés ont moins. La baisse du coût du travail, c'est tout simplement un comportement de passager clandestin au sein d'une zone économique commune, l'inverse de l'harmonisation sociale.

Troisième élément : on ne sort pas d'une crise du système capitaliste, d'une baisse de la répartition de la valeur ajoutée qui est plus favorable au capital, défavorable au travail, on ne sort pas d'une crise du système capitaliste qui s'effondre sur les limites de la biosphère en s'attaquant aux régimes et aux protections sociales des salariés et des ouvriers en Europe.

Et les gros malins de la Commission européenne, je leur dis une chose. J'ai bien vu et lu leurs préconisations sur la question des retraites, ils ont imposé cela à tous les pays en Europe. Quand il y a 5 millions de chômeurs, comme c'est le cas en France, travailler plus longtemps, c'est tout simplement permettre de chômer plus longtemps. Travailler plus longtemps, c'est soit dire aux jeunes : vous rentrerez plus tard sur le marché du travail ; soit dire aux seniors : vous serez plus longtemps au chômage, vous aurez des décotes plus importantes, des pensions plus basses. Monsieur Barroso sera très content, les pensions plus basses vont pousser les salariés qui le peuvent, et ils ne sont pas nombreux, à développer des systèmes par capitalisation, et c'est la privatisation rampante de notre système de protection sociale.

Quatrième élément : on ne sort pas d'une crise en accentuant ce qui a provoqué le mal. Et ce qui provoque le mal au niveau de l'Union européenne, c'est le dumping social, c'est le dumping fiscal, c'est le dumping environnemental. Qui peut penser qu'on avancera sur un SMIC en parité de pouvoir d'achat au niveau européen, en une harmonisation de l'impôt sur les sociétés au niveau européen ? Sinon, on devrait le faire en même temps parce que nous serions dans une même zone de libre-échange avec le reste de l'Amérique du nord. Eh bien, je vous le dis, le traité, les accords de libre-échange au niveau transatlantique, non seulement c'est une menace sur l'harmonisation sociale, mais c'est surtout le cheval de Troie pour remettre sur la table le gaz de schiste, les OGM, le bœuf aux hormones et l'absence de toute règle pour les droits des consommateurs.

Nous sommes le camp de l'Europe politique, nous devons être le camp des fédéralistes, nous devons être l'Europe de l'harmonisation sociale, fiscale et environnementale. Nous devons être l'Europe des droits sociaux, nous devons être l'Europe de l'Erasmus pour tous. C'est pour cela que nous devons faire campagne intensément. C'est ce que font les jeunes socialistes avec leur campagne Rise Up.

Chers amis, chers camarades, si à chaque fois que nous disons que l'Europe est l'échelle pertinente d'action, nous devons aussi développer les moyens de militantisme, les moyens financiers donnés au militantisme.

Si la plupart des solutions sont à trouver au niveau européen, c'est-à-dire que la plupart du temps que nous consacrons au militantisme doit être consacré au militantisme européen, pour faire progresser et faire que la campagne Rise Up. Pour que la campagne de 2014, soit victorieuse, vous pouvez compter sur les jeunes socialistes. »

Axelle Lemaire

« Chers amis, chers camarades, quel étrange destin que celui où, sur le même continent, un peuple voit les écrans de sa télévision publique s'éteindre, ce qui a pu rappeler aux plus anciens les heures sombres d'une histoire passée où l'accès à l'information était restreint et contrôlé ; alors qu'au même moment un autre pays se bat pour défendre l'exception culturelle et la pérennité de son originalité audiovisuelle.

J'aurais pu vous parler de l'Europe du Nord puisque c'est là que j'habite. Mais ce n'est pas par hasard que je choisis de vous parler de la Grèce. La crise qui touche ce pays est plus longue et plus profonde que celle qui a affecté les États-Unis pendant la grande dépression. Le pays a perdu le quart de son PIB en cinq ans, les salaires ont chuté du tiers. Un jeune sur deux est au chômage. La paupérisation d'une partie de la population est galopante, la fuite des capitaux, mais aussi des cerveaux, s'accentue. Les difficultés des Grecs se traduisent par une régression de leurs droits sociaux sans précédent depuis les vingt dernières années.

Ce que j'entends parfois, souvent, venu du Nord, c'est : cessons de payer. Cessons de payer pour les irresponsables, les corrompus, les voyous, ceux par qui le malheur est arrivé, et qui risquent de nous entraîner avec eux.

C'est oublier que nous devons beaucoup à la Grèce. Nous lui devons le socle de notre liberté et de notre égalité, ce que, il y a vingt-cinq siècles, Clisthène, puis Thémistocle, Périclès, Platon, Démosthène, ont peu à peu élaboré, ce mot qui existe désormais dans toutes les langues européennes : la démocratie, le gouvernement par le peuple.

Or, il y a une certaine droite en Europe assez aveugle pour ne pas voir que laisser plonger la Grèce, c'eût été abandonner le projet européen tout entier, c'eût été un échec collectif monumental. Le président de la République a refusé la résignation, et peu à peu, l'idée d'une sortie de la Grèce de la zone euro s'est imposée. Et puis, peu à peu s'est imposé l'espoir, l'idée que la direction prise par l'Europe, le train dans lequel sont assis les Européennes et les Européens peut changer de direction, que cette direction n'est pas inéluctable. Il n'y a pas ici de place pour une tragédie grecque, il n'y a pas d'espace pour la fatalité qui s'abattrait sur des peuples impuissants. C'est tout le sens de l'action du président de la République et des propositions des socialistes dans cette convention Europe.

Nous avons besoin d'une Europe politique, c'est-à-dire d'une Europe qui réaffirme la volonté politique, la volonté humaine. C'est un défi monumental, intellectuel, qui dépasse tout ce que les autres grands projets de l'humanité ont connu, celui de réaliser un intérêt supérieur qui s'éloigne des seuls intérêts individuels et nationaux égoïstes.

Mais c'est un paradoxe. Alors que la crise s'enfonce, l'Europe bénéficie de moins en moins de légitimité politique, et les États ont de plus en plus besoin de cette légitimité politique. Alors quelle réponse apporter ? C'est celle de l'intégration solidaire. Il faut donner du contenu au projet politique européen.

Intégration d'abord. Intégration, voilà ce terme qui permet de mettre autour de la table 27 pays qui ne s'entendent pas toujours, de faire le lien entre le nord et le sud. Intégration par des politiques communes. Nous ne voulons pas, par exemple, de dumping fiscal. Non. Toute Londonienne que je suis, je ne veux pas de red carpet. Vous savez, chers camarades, je veux des pink carpets partout en Europe, je veux une Europe confortable sur une moquette rose, je veux une Europe des transports, des infrastructures communes, du haut débit et du numérique pour tous. Et pour cela, il faut une Europe démocratique, une Europe contrôlée par le Parlement européen, qui retrouve une marge de manœuvre et une initiative législative.

Il faut une Europe démocratique contrôlée par les parlements nationaux, qui jouent leur rôle entier, en particulier au moment de la révision des budgets.

François Mitterrand disait qu'il n'y avait pas d'Europe sans la gauche et que l'Europe sera socialiste ou qu'elle ne sera pas. Eh bien ce que vous dites par ce texte, mes chers amis, c'est que le Parti socialiste sera européen ou ne sera pas. Vous avez fait ce choix, j'en suis fière, c'est le choix de l'unité et de la responsabilité. »

Philip Cordery

« Chers camarades, hier, Martin Schulz s'attaquait avec véhémence au monde de la finance. Hier, Antonio Seguro, le président du Parti socialiste portugais, en appelait à un gouvernement économique de la zone euro. Hier, Emma Reynolds, députée du Parti travailliste britannique, appelait à plus de convergence sociale.

Je crois, chers camarades, que jamais les socialistes européens n'ont été aussi rassemblés sur le fond. Que jamais les socialistes européens, après tant d'années de travail en commun pour élaborer une sortie de crise, ne convergent autant qu'à un an des prochaines élections européennes.

Et ils convergent, chers camarades, autour du projet de réorientation de l'Union européenne que porte François Hollande, que porte aujourd'hui le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

Face à des années d'austérité, au repli sur soi, à l'égoïsme qu'ont mis en place les gouvernements de droite européenne et la Commission dirigée par Barroso, ce que nous proposons, c'est une autre politique, basée sur la croissance et l'emploi, sur l'intégration solidaire et sur la démocratie. Que cette politique qui a asphyxié les peuples européens : le peuple grec, le peuple espagnol, le peuple portugais, puisse demain devenir une politique qui porte l'intégration, qui porte la solidarité entre les peuples.

La croissance d'abord, engagée dès le premier Conseil européen après la victoire de François Hollande, la bataille pour la croissance et l'emploi a déjà commencé et commence déjà à porter ses fruits. Que ce soit le pacte de croissance, la priorité à l'emploi des jeunes qu'aujourd'hui, même le gouvernement conservateur allemand accepte d'avoir parmi ses priorités la taxe sur les transactions financières, tout un paquet est là pour réorienter la politique économique sur ce continent.

L'intégration solidaire, c'est aussi notre priorité. Il n'est plus tolérable aujourd'hui que la solidarité soit mise à mal par la concurrence fiscale déloyale. Nous nous attaquons, et avec raison, à la fraude fiscale, à l'exil fiscal, mais c'est plus loin qu'il faut aller, car le vrai fléau aujourd'hui, c'est l'optimisation fiscale légale qui est menée par les grands groupes financiers notamment. Que ce soit Google, Starbucks ou d'autres, qui ne payent plus d'impôt aujourd'hui en Europe, ils le font dans un cadre légal, parce qu'il y a aujourd'hui une concurrence fiscale qui leur permet de le faire.

Cela doit être ça notre objectif de ces élections européennes, tout comme dans l'intégration solidaire. C'est aussi une harmonisation sociale, une convergence sociale au niveau européen. Il n'est plus tolérable aujourd'hui que dans les abattoirs allemands ou dans les compagnies de travaux publics, des travailleurs polonais, roumains, soient payés deux, trois ou quatre euros de l'heure, mettant à mal tous les abattoirs français, belges ou allemands ; ou que nos compagnies de transport soient mises à mal aussi par cette concurrence déloyale.

Il faut là-dessus légiférer ensemble au niveau européen avec un salaire minimum, comme nous le proposons et comme le propose le gouvernement dans sa lettre avec l'Allemagne, mais aussi une règle claire disant qu'à travail égal, nous devons avoir un salaire égal.

La réorientation, c'est aussi la démocratie, parce qu'il n'est plus tolérable aujourd'hui qu'un gouvernement de l'Union européenne puisse revoir sa Constitution comme le fait le gouvernement hongrois en bafouant tous les droits élémentaires des Hongrois aujourd'hui. Donc le minimum démocratique doit être notre fondement aussi au sein de l'Union européenne.

Chers camarades, la bataille sera rude, la bataille des élections européennes dans un an, mais c'est une bataille fondamentale, et si nous voulons nous-mêmes réorienter notre politique européenne, et donc réorienter notre politique nationale, c'est par la voie européenne et par les élections européennes de 2014 que nous devrons la gagner. Nous la gagnerons ensemble, unis dans le Parti socialiste, unis dans toute la gauche et unis dans toute la gauche européenne. »

Laurence Rossignol

« Chers amis, chers camarades, j'aborderai deux sujets, l'un concernant la politique européenne de l'énergie, et l'autre concernant son lien avec l'accord de libre-échange transatlantique. Le point 8 de la déclaration finale évoque un nouveau modèle de développement, et un nouveau modèle de développement passe d'abord par une nouvelle trajectoire énergétique. Le président de la République a mis le doigt à juste titre sur un sujet majeur des années à venir. Sujet majeur, d'abord parce que le réchauffement climatique s'emballe, au-delà des prévisions les plus pessimistes. L'objectif de contenir l'augmentation des températures en deçà de deux degrés d'ici la fin du siècle est d'ores et déjà dépassé. Nous sommes maintenant sur une trajectoire qui approche les quatre degrés, et sans doute avant la fin du siècle.

En matière de dérèglement climatique, nous avons pris l'habitude de parler des générations futures. Ce ne sont plus les générations futures qui sont concernées. Ce sont les enfants des plus jeunes d'entre nous, et les petits-enfants de ceux de ma génération. Mais les générations actuelles verront déjà leur mode de vie bouleversé. Et il faut avoir en tête que le coût de la prévention et de la réparation des catastrophes climatiques impactera lourdement les budgets publics au cours de ce siècle.

Il faut aussi s'interroger, quand on travaille à réduire la dette, il faut avoir en tête que tous les efforts que nous faisons aujourd'hui peuvent être anéantis par les désastres du dérèglement climatique. Depuis l'adoption du paquet climat énergie en 2008, la politique énergétique européenne est en berne.
Que ce soient les difficultés du marché carbone, la crise économique et les craintes de perte de compétitivité de l'industrie européenne, la réticence des États à coordonner les mix énergétiques, tous ces facteurs empêchent des avancées réelles.

D'abord, la coordination des pays qui n'ont pas les mêmes politiques énergétiques est indispensable pour réussir la trajectoire énergétique. Il faut des objectifs, des outils et des

débats. L'objectif, c'est de porter haut et fort, ce que fait déjà Delphine Batho au plan européen, celui de réduire de 40 % les émissions de CO_2 d'ici 2030.

Les moyens, c'est d'abord le développement des réseaux et des interconnexions, qui sont indispensables au développement des énergies renouvelables pour contourner les questions d'intermittence. On vous dit souvent : les énergies renouvelables, l'inconvénient, c'est que c'est intermittent. Oui, c'est vrai. Mais si nous pensons l'utilisation des énergies renouvelables au plan européen avec des réseaux, on peut imaginer que quand il n'y a pas de vent en mer du Nord, il y a des vents dans la Mancha en Espagne.

Il faut rendre contraignants à l'horizon 2030 les objectifs d'efficacité énergétique, et la France doit être très active dans cette ambition.

Et puis il faut un débat. Un débat sur la trajectoire énergétique, et en particulier sur la place des énergies fossiles. Je sais qu'il est tentant d'observer ce qui se passe aux États-Unis et de se dire que nous avons là probablement des énergies bon marché, pas faciles d'accès mais néanmoins accessibles, qui pourraient sortir l'Europe de la crise.

Il faut avoir en tête non pas des points de vue idéologiques portés par des écologistes, mais simplement celui qui est développé par l'Agence européenne de l'énergie ; et il ne faut jamais perdre de vue que nous possédons, la planète possède dans son sous-sol trois à cinq fois plus d'énergies fossiles que l'atmosphère ne peut en absorber. Donc, le sujet, c'est celui du renoncement. Le renoncement est toujours difficile pour l'être humain, mais c'est l'Agence européenne de l'énergie qui nous invite à renoncer à trois cinquièmes de nos réserves énergétiques.

Enfin, après la discussion qui aura lieu en juillet au Parlement sur le marché carbone, si les propositions portées par la France ne sont pas suivies, la question de l'avenir des quotas sera une question posée.

Enfin, un dernier point pour nous inviter à être très ambitieux. C'est le fait que nous accueillons en 2015 la prochaine Conférence des partis sur le climat, ce qui nous obligera quand même à avoir nous-mêmes des propositions et un bilan exemplaires.

Et dernier point, une dernière raison de mettre en place très rapidement la Communauté européenne de l'énergie tient au risque que comporte la mise en œuvre du traité transatlantique. Nous savons ce qui se passe aux États-Unis, je l'ai évoqué il y a un instant. Si l'Europe n'a pas une politique énergétique définie et une trajectoire identifiée, elle ne pourra pas résister à l'introduction sur notre marché par les États-Unis d'énergies fossiles extrêmement dégradées, très polluantes, et nous ne pourrons pas dire : non, nous ne voulons pas du charbon dégradé des États-Unis. »

Laurent Fabius

« Chers camarades, l'Europe a longtemps incarné une promesse de prospérité et de paix. Cette promesse a été tenue magnifiquement en ce qui concerne la paix, mais elle est fortement mise en question quand il s'agit de la prospérité. Avec 26 millions de chômeurs, 38 % de jeunes au chômage en Italie, 56 % en Espagne, et 59 % en Grèce, comment une Europe en stagnation économique durable pourrait-elle garder la même puissance de conviction ?

Les difficultés que connaît l'Europe sont l'héritage à la fois de la grande mutation du monde, d'orientations critiquables, et de trop d'années d'imprévoyance. On a laissé s'affaiblir nos économies et s'accumuler dettes et déficits. L'Union s'est montrée souvent naïve. Alors que nos concurrents encourageaient la création de champions mondiaux, l'Union, elle, donnait priorité à la seule concurrence intra-européenne, la fameuse concurrence libre et non faussée.

Ces erreurs et ces myopies se sont ajoutés un vice de construction que nous avions, nous, socialistes, souligné dès le départ : d'un côté une monnaie unique, l'euro, mais de l'autre côté, des structures financières, budgétaires, économiques, politiques, inadaptées pour piloter en commun nos économies ; et une approche finalement hémiplégique de la réponse à la crise par la seule réduction des déficits, là où la croissance est indispensable aussi pour libérer les États de leur dette et assurer le progrès social.

Résultat, cela a été fort bien dit par tous les orateurs : un euro-scepticisme croissant, confondant d'une façon injuste mais redoutable, l'idée européenne pleinement justifiée, et la gestion européenne justement critiquée.

Dans ces conditions, la confiance en l'Europe n'est pas facile à reconquérir. Et pourtant, elle est indispensable, notamment parce que confiance et croissance, donc emploi, marchent ensemble. Nous demeurons pour notre part profondément attachés à l'ambition européenne, et nous continuons à faire nôtre la fameuse formule de François Mitterrand : la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir.

Mais nous pensons que pour que l'Europe soit relancée, il faut qu'elle soit réorientée. C'était déjà l'arc-boutant de la campagne européenne présidentielle de François Hollande, c'est le socle du texte de cette convention, et c'est le sens de l'action menée par le président de la République, par le Premier ministre et par le gouvernement. Précisément, depuis un an, avec à mes côtés les excellents Bernard Cazeneuve et Thierry Repentin, avec tous mes autres collègues, l'équipe gouvernementale a obtenu des avancées sur le plan européen, mais nous reconnaissons qu'elles sont encore insuffisantes et trop peu perçues par l'opinion.

Le pacte européen pour la croissance et l'emploi en juin 2012, les mécanismes d'assistance financière et l'octroi d'une aide à plusieurs partenaires en difficulté, une meilleure coordination de la gouvernance économique, des interventions bienvenues de la Banque centrale européenne, la mise en place progressive d'une véritable union bancaire pour la sécurité de notre économie et celle des épargnants, tout cela va dans le bon sens. Dernier en date, l'initiative franco-allemande constitue une avancée très intéressante puisqu'elle place la croissance et l'emploi au cœur du projet européen.

Tout cela est donc positif, les avancées ont été obtenues en liaison avec le PS, avec nos groupes parlementaires de l'Assemblée, du Sénat et du Parlement européen, tout cela doit être salué, mais, on l'a souligné, amplifié.

Autour de quelle priorité gouvernementale ? C'est à cela que je veux consacrer maintenant les quelques minutes de mon propos. Quelles que soient nos nuances individuelles, nous voulons tous d'abord une Europe qui protège.

Dans la période actuelle de grandes mutations et de crises, l'Europe doit évidemment se mobiliser plus fortement encore contre le chômage et pour l'emploi. C'est le sens de la proposition récente et forte d'un vaste plan européen pour l'emploi des jeunes, soutien à la formation, notamment par l'apprentissage, mobilisation d'Erasmus pour l'alternance, meilleur accès des PME aux financements, en particulier de la BEI. Ce plan devrait être adopté lors du Conseil européen de la fin juin, c'est-à-dire dans quelques jours. Il faut qu'il se mette en place très rapidement. Tout à l'heure, je crois que c'est Emmanuel Maurel qui disait : il ne faut pas simplement les paroles, il faut les actes. Là, c'est la fin juin.

Au-delà, notre projet d'union sociale doit être relancé en faveur d'une convergence des normes sociales vers le haut. La question sera abordée lors de la deuxième grande conférence sociale, cette semaine même, avec Thierry Repentin. Ce renforcement de la dimension sociale est nécessaire si on veut éviter le dumping à l'intérieur même de l'Europe.

Notre objectif, vous le connaissez, ce sont de véritables garanties sociales et un socle minimal de droits sociaux : revenu minimum, assurance chômage, propositions qui devront être prises dans le programme socialiste pour les élections européennes.

Nous voulons aussi une Europe qui protège, c'est toujours le même terme, dans ses relations avec l'extérieur. Face à ses grands compétiteurs, l'Union doit promouvoir davantage ses propres intérêts et ses valeurs. C'est une prise de conscience qui s'opère, on le voit bien avec ce qui vient d'être décidé sur le solaire et sur l'acier. Nous avons dit pendant la campagne : Europe ouverte, oui, Europe offerte, non. Cela reste vrai. Nous devons marteler, et surtout mettre en pratique ce mot d'ordre. Nous devons renforcer les instruments d'un juste échange avec nos grands partenaires. C'est le sens de notre combat, gagné depuis vendredi dernier, pour le respect de l'exception culturelle. Nous avons protégé du bulldozer des blockbusters la diversité culturelle, sur laquelle il n'y a pas de création. La fermeté a payé, pour autant, comme cela a été souligné, la négociation avec les États-Unis ne sera pas facile, et elle se concrétisera en particulier dans la bataille capitale des normes.

La deuxième priorité, en même temps que l'Europe qui protège, c'est l'Europe qui avance, qui construit. C'est la question centrale de la croissance. Par rapport aux autres continents, et par rapport même à notre propre passé, l'Europe est à la peine, et donc la priorité, c'est d'améliorer la croissance, impérativement.

Les premiers éléments d'une réorientation ont été posés en juin 2012, le pacte pour la croissance et l'emploi, 120 milliards, l'augmentation de la capacité de prêt de la BEI, des mécanismes innovants de financement pour toute une série de grands projets d'infrastructure. En février dernier, un accord a été proposé sur le budget européen pour 2014-2020. Nous espérons qu'un accord pourra finalement être trouvé, notamment à travers une flexibilité interne des dépenses, la perspective de ressources propres et une clause de réexamen ultérieur, tout cela permettant à l'Union d'avancer.

Dans la même direction, d'autres instruments devront être mobilisés pour muscler la croissance européenne, en particulier le réexamen de la traditionnelle politique de la concurrence et du régime des aides d'État. Des réflexions sont également engagées pour réorienter l'épargne européenne vers l'investissement à long terme.

Mais quoi qu'il en soit, et là est l'essentiel, on n'échappe pas à cette évidence que beaucoup de conservateurs voudraient contester : il n'y aura pas de relance de la croissance sans financement de cette croissance. Et puisque les possibilités nationales sont limitées, c'est donc à l'échelon européen, financièrement, de davantage se mobiliser, ce que les mêmes conservateurs refusent.

Afin d'avancer, l'Europe devra mettre en œuvre une vision stratégique de ses propres intérêts industriels. Le conseil européen de février prochain sera consacré à la politique industrielle. On sait ce qu'il faut faire : développer nos efforts en faveur des technologies d'avenir, favoriser les filières d'excellence, porteuses de croissance et d'emploi, notamment dans le secteur de l'énergie, promouvoir une économie numérique européenne performante qui respecte les droits des créateurs. Avancer, c'est aussi le sens des dernières propositions franco-allemandes que je viens d'évoquer.

Quant à la politique de change, qui a fait l'objet de tellement de controverses, les traités existants ont moins besoin d'être révisés que d'être complètement appliqués. L'application intégrale des textes existants permettrait en effet d'éviter l'alternative si souvent décrite et ravageuse : ou bien un euro bon marché, mais c'est parce que l'Europe est en crise, ou bien l'Europe se redresse, mais alors l'euro devient trop cher. Bref, la Banque centrale européenne doit être indépendante, assurément, des gouvernements, mais pas indépendante, assurément, des intérêts de l'économie européenne.

Le troisième volet, c'est une Europe qui régule. Cette régulation doit être d'abord financière. On a fait beaucoup, mais trop tardivement, en ce qui concerne les règles du secteur financier. La priorité maintenant, vous le savez, c'est d'achever l'union bancaire.

La priorité devra être accomplie avant la fin de cette législature européenne dans le cadre des traités existants. La régulation économique et monétaire de l'Union doit elle aussi être consolidée. C'est le sens des récentes propositions qu'a faites François Hollande pour le renforcement de la gouvernance de l'UEM, et elles seront discutées lors du Conseil européen de fin juin.

La France propose d'abord d'améliorer la coordination des politiques économiques, convergence des systèmes fiscaux, achèvement de la taxe sur les transactions financières, harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés, lutte en commun contre l'évasion fiscale, convergence sociale par le haut, création d'un fonds de la zone euro pouvant préfigurer une capacité budgétaire commune et la possibilité progressive de lever l'emprunt.

La France propose aussi une amélioration de la gouvernance de la zone euro avec un véritable gouvernement économique, ce qui veut dire un président de l'euro-groupe à temps plein, des sommets plus réguliers, le renforcement du rôle du Parlement européen et des parlements nationaux, et une place accrue pour les partenaires sociaux.

Enfin, régulation écologique. Agissant pour un nouveau modèle de développement, l'Europe doit se fixer de nouvelles ambitions en matière énergétique, pour réduire sa dépendance carbone et privilégier les énergies propres. Cette politique devra, Laurence le soulignait, répondre aux exigences de solidarité, rechercher la sécurité d'approvisionnement, mais aussi, n'oublions pas cette dimension, préserver notre compétitivité industrielle.

L'Europe veut lutter, elle a raison, contre le changement climatique, dont les dégâts potentiels s'avèrent, sans doute, plus graves encore que ce qui était précédemment évoqué. Ce qui explique que nous devrons proposer des objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO_2 à l'horizon 2030 ; et le moment clé sera la grande conférence internationale sur le climat que la France, précisément, a proposé d'accueillir à la fin 2015, avec près de 20 000 participants. Le gouvernement prépare dès maintenant cette échéance qui sera une échéance majeure.

Chers amis, une Europe qui protège, une Europe qui avance, une Europe qui régule, est-ce que ces orientations épuisent la réflexion sur l'avenir de l'Union ? Évidemment non. Les débats auxquels notre convention a donné lieu ont contribué à une réflexion utile que le PS devra poursuivre, non pas dans

l'apesanteur confortable d'une pensée détachée du réel, mais en tirant les leçons du réel et de ses contraintes et en cherchant tous ensemble les solutions les meilleures.

À cet égard, et je vais terminer par là, je souhaite attirer l'attention de notre convention sur quatre des questions que je rencontre jour après jour dans les responsabilités qui sont les miennes, et que nous allons nécessairement retrouver dans les temps qui viennent, et nos réponses collectives seront déterminantes.

La première question, c'est celle-ci : nous sommes 27, bientôt 28 États- membres, chaque peuple veut faire entendre sa voix à travers ses parlementaires, et c'est légitime. Mais si chacun fait prévaloir sa propre législation ou sa propre interprétation, alors la démarche européenne se bloque. La primauté de la loi européenne sur la loi nationale apporte déjà un élément de réponse, mais elle ne règle pas tout. On le voit bien avec les interprétations demandées par certaines cours constitutionnelles. Dans ces conditions, la question est la suivante : comment opérer la conciliation ? Jusqu'ici, la réponse n'a pas été administrée.

Deuxième question : si des changements majeurs s'avéraient nécessaires pour parvenir à nos objectifs, notamment pour l'affirmation politique de la zone euro, une révision des traités devrait être envisagée ; mais compte tenu de l'euro-scepticisme ambiant, très peu d'États en sont capables ou y sont prêts.

Alors comment avancer ? On dira que c'est appliquer à l'Europe la fameuse question de l'idéal et du réel. Peut-être. À ceci près qu'elle devra être tranchée cette fois-ci entre 28 États-membres.

Troisième question : l'Europe, ce n'est pas seulement un grand marché, une politique économique commune, une souhaitable convergence sociale, c'est aussi en perspective une politique de sécurité et de défense. Dans ce monde qui n'est plus bipolaire, ni unipolaire, et qui n'est pas encore, contrairement à ce qu'on dit, multipolaire, l'Europe doit constituer un grand pôle. L'Union peut et doit faire entendre ses valeurs et sa voix sur les principaux sujets. Elle ne peut pas espérer de grands succès si elle n'est pas prête à prendre de grandes responsabilités. Et je pense comme vous que l'Europe a quelque chose à dire sur l'Iran, sur la Syrie, sur le conflit israélo-palestinien, sur la Méditerranée et sur tant d'autres questions encore. La France au Mali, où un accord entre sud et nord est apporté ce soir même ou demain au plus tard, la France au Mali a montré les mérites, mais aussi les limites de l'approche européenne actuelle.

Le Conseil européen de décembre se penchera sur la politique européenne de défense, nous, nous voulons progresser dans cette direction d'une Europe politique, d'une Europe puissance, y compris en étant très souvent audacieux. Mais est-ce que nous serons suivis, y compris par ceux qui se disent ardemment pro-européens mais qui rechignent parfois aux travaux pratiques ? C'est la troisième question, et elle n'est pas mince.

La dernière, c'est celle-ci : quelle articulation entre d'une part le noyau dur des États-membres disposés à avancer ensemble vers davantage d'intégration, ce que François Hollande appelle l'intégration solidaire, et d'autre part, ceux qui veulent s'en tenir aux cadres actuels.

Ce débat sur l'Europe différenciée pourrait se poser après les élections européennes de 2014, en particulier si le Premier ministre britannique devait persister dans ses exigences nationales, ce qui ne serait pas souhaitable.

Plusieurs modèles sont envisageables pour répondre : approfondissement d'un noyau dur calqué sur le format de la zone euro, le projet d'un tel format acquérant alors une dimension politique, avec la diplomatie et la défense, ou bien alors une Europe modulaire regroupant alternativement différents État-membres selon différents formats en fonction du domaine concerné : la monnaie, la sécurité intérieure, la diplomatie, la défense. Ce débat-là ne fait que s'amorcer.

Voilà quelques-unes des grandes questions auxquelles nous devrons apporter des réponses dans les temps qui viennent. Et voilà le sens aussi de notre action.

Chers amis, dans la stagnation économique actuelle, faisons attention à la montée aux élections des forces anti-européennes. L'Europe n'a pas besoin de disputes ni de chimères, elle a besoin d'une vision, et comme on l'a rappelé, de décisions concrètes.

C'est précisément l'esprit du texte qui est proposé à notre convention, c'est aussi le sens de l'action européenne du président de la République et du gouvernement. »

Guillaume Balas

« Mes chers camarades, j'interviens au nom de la motion 1 et de la sensibilité de cette motion Un monde d'avance.

Tout d'abord, mes chers camarades, je veux dire que je suis content d'être ici, je suis content d'être parmi vous pour pouvoir débattre de ce texte auquel nous avons abouti dans notre stratégie européenne ultérieure.

Emmanuel Maurel nous invitait à ne pas nous centrer sur nous, il a raison. Et pour évacuer ça d'un mot, je voudrais dire qu'il nous faut progresser, j'allais dire dans notre capacité de discussions collectives. Et je sais que des propositions seront faites pour que les prochaines conventions connaissent des règles préétablies qui puissent ainsi respecter le vote des militants dans son intégralité, l'intégralité de son expression, et qu'on évite ainsi ce qui est toujours très difficile pour une organisation qui se veut démocratique : des interprétations qui soient des interprétations différentes.

Mais cela va au-delà. Dans les défis qui nous attendent, et nous sommes dans un moment très sérieux, il n'y a pas que le parti qui est engagé. Il est bien certain que quand on demande et nous nous demandons à nous-mêmes, et nous avons raison, de faire le débat avec l'ensemble de la société sur les réformes que nous voulons porter, il faut que la communauté socialiste, gouvernement, Parlement, parti, soient en capacité d'avoir ces débats déjà en son sein pour ensuite pouvoir porter collectivement des orientations qui auront été délibérées et qui auront été partagées.

On ne peut pas être dans un moment aujourd'hui où il faudrait faire avaler les choses d'une certaine manière aux militants, pour ensuite le faire avaler d'une autre manière à la société. Nous ne pouvons pas faire cela parce que, tout simplement, nous ne pouvons pas le faire. Et donc, de ce point de vue, je crois qu'il y a une réflexion urgente à avoir sur les modalités de discussion au sein du parti, entre le gouvernement et le parti au sein du gouvernement, évidemment avec les groupes parlementaires, et je sais que le Premier secrétaire réfléchit à ces sujets.

Alors, Jean-Christophe, tu as dit dans la presse, je crois, que l'on avait eu une grossesse nerveuse ; je vais amender ça, si tu me le permets en essayant d'être majoritaire, par le fait qu'une grossesse nerveuse n'aboutit pas à un bébé. Mais là, je dirais plutôt qu'on a eu une grossesse difficile, peut-être douloureuse, mais qu'on aboutit à un bébé. Et ce bébé, c'est évidemment ce texte, qu'il nous faut maintenant promouvoir et qu'il faut caractériser.

L'Europe est dans un état effrayant, ça a été dit, je ne vais pas revenir notamment sur toutes les analyses qui ont été faites par les uns et par les autres et que le ministre Laurent Fabius vient encore d'évoquer aujourd'hui, et sa grande crainte par rapport aux montées des populismes.

Jacques Delors nous a invités, par rapport à cette frayeur qui pourrait légitimement nous atteindre, en effet, à ne pas avoir peur. Très bien. Je fais partie d'une tradition où les textes, c'est important, où les mots ont un sens, et où il n'y aurait pas le cynisme de penser que ce que nous votons entre nous n'engage que peu ou ne sert simplement qu'à nous rassembler dans une nuit entre un mercredi et un jeudi. Mais bien que cela engage le Parti socialiste. De ce point de vue, merci du travail qui a été fait par les rédacteurs, merci du travail qui a été fait par le Premier secrétaire, merci du travail qui a été fait par la commission des résolutions pour pouvoir aboutir.

C'est un texte de gauche, c'est un texte de réorientation, c'est un texte qui combat aujourd'hui de manière extrêmement claire le libéralisme économique comme cause majeure de la crise économique et de la crise politique, c'est-à-dire de la montée des populismes, et c'est un texte extrêmement clair aussi, qui tranche le débat à gauche dans la social-démocratie européenne. Nous ne sommes pas sociaux-libéraux, nous ne sommes pas blairistes, nous ne sommes pas schröderiens, nous proposons au contraire une Europe alternative à celle qu'ils ont défendue.

Néanmoins, il va nous falloir faire attention à une chose. Nous ne sommes pas blairistes parce que quand on dit que la temporalité aujourd'hui du pacte de stabilité ne nous convient pas, qu'il n'est pas adapté aux conjonctures économiques des différents pays, et qu'enfin, il inhibe les investissements d'avenir, et qu'on demande donc de changer le pacte de stabilité, en cela, nous allons à l'inverse de la logique dominante aujourd'hui qui a été imposée par la droite et une partie de la gauche européenne.

Quand on dit sur la question monétaire qu'il faut, et je suis content que le ministre l'ait repris, il faut appliquer les textes européens, c'est une urgence. La politique doit reprendre le contrôle aujourd'hui de la monnaie, car une monnaie ne peut pas être au service d'une minorité, aujourd'hui, d'Européens, et être déconnectée de la réalité de l'économie européenne.

Et enfin, je termine par un élément qui me semble extrêmement important. Bravo au gouvernement sur la question notamment de l'exception culturelle. Bravo. Vraiment, je le dis parce que c'était une bataille qui était loin d'être gagnée. Mais ce traité transatlantique, je le dis, est une machine à broyer l'Europe, pas seulement les socialistes. On ne peut pas dire d'un côté que l'Europe est faible politiquement, que nous avons du mal à nous unir, que nous avons du mal à avancer ensemble, de trouver les modalités d'organisation, et rentrer dans une grande négociation qui est bien plus politique qu'économique et qui au bout, nous mènerait, nous, l'Europe, à être derrière le seul pôle fort politique, la seule instance en capacité de diriger face à l'éclatement politique européen que serait l'État fédéral américain.

Donc je le dis, c'est avec vigilance que nous avons accepté un compromis sur le sujet, car nous comprenons qu'il y avait des négociations que nous ne pouvions pas interdire, mais il faut que le parti puisse appliquer ce qu'il a dit, et qu'au moment même où les intérêts vitaux de l'Europe et de la France sont menacés, sache se retirer et mettre son veto politique. »

Marie-Noëlle Lienemann

« Chers camarades, nous vivons des temps d'une grande gravité. Et nous avons une responsabilité historique. Ce n'est pas la peine, car le temps m'est compté, de décrire l'état catastrophique dans lequel se trouve l'Europe et dans lequel nous nous trouvons. Vous connaissez tous une croissance extrêmement faible, un chômage de masse ; et le pire, c'est que si nous ne changeons pas de politique, tous les indicateurs nous disent que pendant dix ans, ça va durer.

Situation politique catastrophique, défiance des peuples, et franchement, comment s'en étonner ? Comment s'étonner quand l'Union européenne non seulement n'a pas été capable de les protéger, mais a souvent été, hélas, l'accélérateur des dérives que nous connaissons ? Défiance aussi envers la politique et envers la démocratie, défiance envers la social-démocratie et le mouvement socialiste, car ne nous racontons pas d'histoires : partout, la social-démocratie va mal. Et même si nous espérons avec une grande force la victoire de nos camarades en Allemagne, nous savons que les indicateurs d'opinion montrent une grande défiance entre ce grand mouvement social-démocrate historique, parce qu'une partie du peuple a la conviction qu'il porte dans leur histoire une part de responsabilité de ce qui arrive aujourd'hui. Donc, nous avons une social-démocratie affaiblie et nous avons des populismes, l'extrême droite, les mouvements fascisants qui sont en train de monter et qui risquent d'être au Parlement européen l'an prochain.

J'ai bien entendu, par exemple, Philip Cordery nous dire : *« Nous ne pouvons plus le tolérer »* Mais nous tolérons en Hongrie les mouvements fascistes. *« Nous ne pouvons plus tolérer qu'on ferme la télé en Grèce ! »* Mais nous l'avons toléré ! Donc nous voyons bien à quel point la situation est politiquement difficile.

Devant cette responsabilité, nous avons, nous, Français, nous, le Parti socialiste français, une responsabilité historique, car nous sommes au pouvoir dans la deuxième puissance de l'Europe, dans la puissance qui a toujours été vue comme un des éléments moteurs de la politique européenne, et nous sommes les seuls, au sein de la social-démocratie, à être seuls au pouvoir. Donc notre message, nos actes, nos décisions gouvernementales vont éclairer l'ensemble du mouvement progressiste en Europe, et nous avons la responsabilité de l'entraîner, non pas de l'aligner, de l'entraîner. Car je voudrais vous dire, chers camarades, quand nous défendons un certain nombre de thèses, on nous dit : *« C'est une vision franco-française. »* Non. Je suis heureuse aujourd'hui d'être accompagnée par mes camarades du parti social-démocrate, notre camarade Hilde Mattheis, qui est une des leaders de l'aile gauche au Parlement, au Bundestag, où 28 députés ont signé avec nous un appel pour une autre Europe sur des thèses très comparables aux amendements que nous avons défendus. Je suis contente d'être avec les camarades du SEL, un parti de la coalition de gauche en Europe, et mon camarade Gennaro Migliore, ainsi que d'autres camarades qui sont une vingtaine de députés, qui partagent notre exigence. Nous ne sommes pas seuls. Alors, oui, nous devons avoir un message fort.

Je ne reviendrai pas sur l'ensemble, l'essentiel maintenant, c'est de convaincre les peuples, et les peuples ne seront convaincus que par des actes, car ils en ont assez de nous entendre dire : *« Demain, l'Europe sociale, et on va essayer de convaincre, et on va tenter de, et peut-être qu'on va réviser. »* Non. La situation est trop grave, il faut pouvoir aller vite. Alors, de ce point de vue, nous avions proposé une stratégie, à travers nos amendements et pour une part déposés avec nos camarades d'UMA, qui, chaque fois, prenaient les fondements de nos orientations à venir pour dire maintenant comment le mettre en oeuvre. Et ces amendements, il faut bien le dire chers amis, chers camarades, ont recueilli plus de pour que de contre. Ces amendements ont recueilli 20 000 votants sur 48 000 votant le texte global. Alors on peut faire tous les comptes d'apothicaires qu'on veut. La question, c'est qu'il y a eu un signe politique, un signe des militants sur des choix stratégiques et importants.

Nous avons toujours considéré qu'on n'obtient jamais aucune victoire à la Pyrrhus. Ce qui compte, c'est que ce soit entendu, et je ne doute pas que le Premier ministre, le gouvernement, nos ministres, cher Laurent, cher Thierry, ont bien entendu le vote des militants. On ne leur demande pas de dire : *« Ça y est, on va changer de ligne. »* Ce n'est pas le sujet. Le sujet, c'est d'être en écoute, et en tirer les conséquences.

Notre parti, lui, pouvait tirer des conséquences, il a commencé à le faire. Il a commencé à le faire sur les sujets clefs. Et je terminerai là-dessus. Il n'y aura pas de sortie de crise en Europe sans un changement de cap radical sur le pacte de stabilité, parce qu'il est malthusien, parce qu'il prive la démocratie. Nous avions proposé qu'on sursoie à ce pacte, mais au moins, soyons sans concessions sur le fait qu'il faudra le réviser de façon déterminante dans sa structure, car un gouvernement économique doit naître, non pas pour accompagner le pacte, mais pour décider des choix macro-économiques de l'Europe contre l'austérité. Rien n'est possible si l'austérité ne recule pas. Rien n'est possible si le libre-échange ne recule pas. Et nous, nous le disons tout net, on n'a pas pu être entendu sur l'ouverture des négociations mais au premier manquement, et pas seulement sur l'Europe, on doit dire non, car ce traité transatlantique, c'est la dilution de l'Europe et sa disparition politique, parce que ça, ça nous rassemble.

Il n'y aura pas de libre-échange, on n'aura plus de solidarité en Europe si les peuples sont en concurrence les uns contre les autres. Le grand nombre de délocalisations qu'il y a eu l'an dernier et il y a deux ans sont massivement à l'intérieur de l'Union et pas à l'extérieur de l'Union. Pourquoi ? Parce qu'il y a du dumping social. Alors, le traité social, les convergences sociales pour un SMIC européen, ça doit être en tête de gondole, si je puis dire, de notre message pour ces élections européennes.

Chers amis, chers camarades, si nous ne sommes pas au rendez-vous de l'histoire, nous risquons les pires heures noires de ce continent. Mais le pire n'est jamais écrit, seule la volonté politique et la volonté des peuples pourront l'arrêter, soyons à la hauteur. »

Éric Andrieu

« Chers camarades, chers amis, je veux d'abord me réjouir que le parti, sous ta direction, Harlem, ait pris l'initiative de l'Europe. Il nous fallait politiser l'enjeu européen, le texte est là. Nous sommes les maîtres d'œuvre. L'enjeu, pour nous, est de passer à l'ouvrage. En politique, on dit souvent qu'il y a les diseux et les faiseux, faisons collectivement le pari de rentrer dans la seconde catégorie. Ce texte est un élément fondateur du Manifesto qui va rassembler dans les mois qui viennent les socialistes européens. Il nous faut maintenant poursuivre le travail engagé et faire passer l'idée au plus grand nombre, comme cela a été dit, qu'une autre Europe est possible. Il nous faut politiser le débat et les élections européennes de 2014 qui s'annoncent. Et je me félicite du compromis auquel nous sommes parvenus : il est en soutien à la politique menée par notre président François Hollande pour tendre rapidement vers une Europe de la croissance et de l'emploi, et il le renforce à la veille du prochain Conseil européen de la semaine prochaine. Nous, nous le savons, le problème n'est pas l'Union européenne, mais la majorité actuelle au sein de l'Union européenne.

Nous devons toujours l'avoir en tête : 21 États sur 28, sur 27 et bientôt 28, sont libéraux et conservateurs. Et nous ne partageons pas la même vision de l'Europe qu'eux. Ces vingt-cinq dernières années, c'est sous l'impact de la mondialisation dérégulée des échanges et des mouvements de capitaux, et sous l'emprise de l'idéologie économique néo-libérale qu'ils nous ont imposée que la netteté du choix européen a été brouillée. Et pendant que nous avons passé la plupart de notre temps à débattre de questions institutionnelles, les peuples européens se sont éloignés de l'idéal européen. Voilà le défi qui se présente à nous : reconquérir l'idéal européen. Jamais l'adhésion n'a été aussi faible, et cette situation, nous le voyons jour après jour, nourrit les extrêmes. Les citoyens attendent légitimement de l'Union européenne qu'elle prenne en compte leurs soucis et leurs difficultés, et qu'elle apporte des solutions à leurs problèmes, avec une politique lisible et compréhensible par tous, ce qui est loin aujourd'hui d'être le cas. Ils sont inquiets de la lenteur ou de l'absence de solutions européennes face à la crise. Lorsqu'on aggrave la récession en menant une politique d'austérité, c'est contraire au principe de la rationalité économique. Lorsqu'on engage un indispensable assainissement budgétaire, on ne peut et on ne doit pas le faire au détriment de l'investissement propre à stimuler la croissance. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que les citoyens doutent également de la place de l'Europe dans le monde et de sa capacité à répondre au défi de la mondialisation face aux pays émergents et aux délocalisations. L'avenir de l'Europe dépend de sa capacité à apporter une réponse convaincante à la crise de la dette, et à relancer la croissance et l'emploi, mais aussi de sa capacité à assurer et à rassurer sur sa place dans le monde.

C'est tout le sens du projet socialiste que nous portons, mais il va falloir l'expliquer avec beaucoup de conviction et de pédagogie. Expliquer pourquoi et comment nos propositions vont changer la vie de nos concitoyens européens. Tout nous distingue des conservateurs et des libéraux, et il faudra l'affirmer avec force. Je ne vais pas reprendre l'ensemble du contenu du texte, mais le premier rendez-vous qui nous attend, c'est le vote sur le cadre financier pluriannuel. En l'état, le budget qui nous est proposé n'est pas acceptable, c'est un budget d'austérité, qui ne répond pas à notre vision de l'Europe, à nos attentes, et tant qu'aujourd'hui les propositions ne seront pas modifiées, le Parlement et nous resterons fermes sur notre opposition et nos convictions. La bataille idéologique et politique avec la droite et l'extrême droite est engagée.

Les élections européennes sont l'occasion de faire gagner l'approche solidaire de gauche face à la logique austéritaire de droite et de bâtir l'Europe attendue par les peuples. Notre texte est une contribution essentielle au programme commun que nous porterons avec des socialistes sociaux-démocrates et travaillistes européens. Il nous faut mobiliser massivement pour que 2014 marque la fin d'une parenthèse, la fin d'une pensée conservatrice, il nous faut mobiliser pour combattre les eurosceptiques, mais aussi et surtout, camarades, il nous faut nous mobiliser pour convaincre les euro-indifférents. »

Catherine Trautmann

« Cher Laurent, cher Harlem, chers amis, il y a eu plusieurs bonnes nouvelles cette semaine, pour le Parlement européen et notre délégation socialiste de 13 membres, mon groupe commando, comme je l'appelle. Il y a eu le vote sur le fonds d'aide aux plus démunis : oui, l'Europe doit être solidaire, cette solidarité est indispensable vis-à-vis des citoyens, indispensable pour notre crédibilité. La deuxième bonne nouvelle, qui démontre qu'il faut à la fois manger et travailler, mais aussi penser, réfléchir et pouvoir créer, c'est d'avoir imposé, d'abord au Parlement européen, l'exception culturelle et son respect dans le cadre des négociations transatlantiques. C'est d'avoir eu une bataille positive qui a débouché sur ce résultat grâce à l'endurance de Nicole Bricq, grâce à la mobilisation du gouvernement, grâce aussi à l'engagement du président de la République. Oui, l'être humain n'est pas réductible à une marchandise, à des données que l'on pourrait utiliser et commercialiser. Non, nous continuons de défendre un modèle européen qui est à la fois un modèle de droit, un modèle social, un modèle lié aux libertés, lié à la solidarité. Oui, mes amis, mes camarades, je crois que de la solidarité naîtra la relance.

Le premier sujet que nous devons traiter, c'est celui de l'emploi, et pour pouvoir avoir des politiques de soutien à l'emploi, il faut relancer l'investissement. Si l'on regarde aujourd'hui entre 2007 et 2011, l'investissement a baissé de 57 % en Irlande, de 47 % en Grèce, de 29 % en Espagne, et dans la zone euro, de 12 %. Et que voit-on ? Dans les pays où l'investissement a le plus reculé, le chômage a explosé. Il faut donc à la fois, et je rejoins Laurent, avoir un fonds d'assurance-chômage qui puisse être mis en place, en particulier dans la zone euro, grâce à nos ressources propres. Mais il faut aussi une relance de l'investissement public qui doit soutenir l'investissement privé. Je crois qu'il faut que nous travaillions à une proposition d'agence européenne d'investissement qui permettrait de sélectionner les projets, de pouvoir en monter la programmation et le plan financier pour pouvoir aboutir à un deuxième point

que je crois essentiel, c'est de relancer l'économie par les territoires, là où vivent et travaillent les gens. Jacques Delors avait mis en place une péréquation territoriale entre les pays riches, les pays moins riches, entre les régions qui s'en sortaient et celles qui s'en sortaient moins. Il faut que nous puissions travailler à la localisation de l'emploi. Nous sommes favorables à la mobilité, nous sommes favorables à ce que les jeunes aillent se former ailleurs en Europe, mais pas de mobilité forcée, pas de situation dans laquelle certains pays bénéficieraient de taux bas pour pouvoir emprunter, bénéficieraient d'une compétitivité économique et industrielle, et pourraient pomper dans les réserves des jeunes qui sont aujourd'hui en recherche d'emploi dans d'autres pays de l'Union. Nous devons absolument défendre la possibilité de pouvoir avoir dans le capital humain, dans les ressources humaines qui sont nécessaires à nos entreprises, à nos services, les chances de développements futurs, et c'est le programme de la garantie jeunesse.

Alors mes amis, si de la solidarité peut naître la relance, je crois aussi que de la différenciation, nous pouvons dessiner aussi l'alternance, l'alternative. Nous avons des élections européennes que nous devons gagner. Nous ne sommes pas aujourd'hui favoris. Mais je le crois, parce que nous avons cette expérience d'avoir une situation difficile dans un Parlement conservateur. Et pourtant, nous l'avons montré sur la TTF, sur la diversité et de l'exception culturelle, nous pouvons gagner des batailles, même lorsque nous devons partir du fond de court, il ne faut pas partir perdant, nous devons gagner ces élections, apporter de l'espoir à nos concitoyens, et avancer nos propositions. C'était la dernière bonne nouvelle de cette semaine, une convention qui nous unit est la condition pour pouvoir aborder gagnants les prochaines élections. »

Claude Bartolone

« Chers camarades, notre objectif, c'est de faire gagner l'Europe ; et pour faire gagner l'Europe, il nous faut gagner les élections européennes de mai 2014. Alors laissez-moi commencer par vous faire partager trois principes simples, clairs, qui nous rassemblent. Un : être socialiste, et qui peut dire le contraire ici, c'est être européen. L'Europe est consubstantielle à notre engagement militant parce qu'elle est à la dimension historique et à l'échelle géographique de notre ambition socialiste. Les valeurs qui nous rassemblent, l'égalité, la solidarité, le progrès, ont aujourd'hui besoin de l'Europe pour se réaliser. Il n'y a aucune place au doute sur notre identité européenne, au risque de nous renier nous-mêmes.

Deux : notre adversaire, ce sont les droites conservatrices européennes. N'ayons pas peur de la confrontation avec elles, confrontation nécessaire pour venir à bout du décrochage grandissant entre le chemin qu'elles font emprunter à l'Europe et les aspirations des peuples.

Trois : partant de là, je crois que nous partageons tous ici l'essentiel. Nous avons en commun l'analyse politique et la feuille de route qui doivent guider nos pas pour les mois qui viennent, et notamment pour aborder une campagne des élections européennes dont nous savons déjà qu'elle sera rude.

Pour ces trois raisons, je crois que ce texte, arrivé très largement majoritaire, est un bon texte, d'abord parce qu'un texte soutenu par une si grande majorité de militants socialistes est forcément un bon texte, aussi parce que ce vote est flanqué d'une participation bien au-delà de nos espérances, il faut le reconnaître. À l'évidence, notre Europe passionne plus que certaines primaires parisiennes. Mais surtout, parce que je veux voir dans ce texte un dénominateur commun, pas le plus grand, certes, pas le plus petit non plus, simplement le meilleur parce qu'il nous ressemble, il nous rassemble autour de l'essentiel. À nous maintenant d'en faire quelque chose, de rendre ce texte utile en nous posant les trois seules questions qui vaillent : où va l'Europe ? Où veut-on la conduire ? Et comment faire ?

Où va l'Europe ? On la dit souvent en crise. Je ne le crois pas. Une crise est une convulsion. Or, l'Europe donne davantage le sentiment d'être en proie à un lent processus de déliquescence, une descente aux enfers de l'impuissance politique. Entendons ce que nous disent les Français : les plus optimistes nous chuchotent à l'oreille leurs doutes quant à son utilité, son efficacité à faire face au chômage ou à la récession. Les plus pessimistes nous jettent à la figure leur certitude qu'elle est toxique pour les peuples, leurs acquis sociaux, leur protection dans la crise. Mes camarades, le péril, ce n'est plus l'euro-scepticisme, il faut entendre la révolte et l'incompréhension qui agitent les peuples européens et qui gagne une partie des Français. Le péril, ce n'est plus seulement un vague doute sur la construction européenne, une faiblesse passagère de l'adhésion au projet européen. Le péril, c'est l'euro-hostilité, c'est un mouvement de défiance contre une Europe qui non seulement échoue à protéger, nous en étions déjà là en 2005, mais encore qui creuse le gouffre dans lequel elle a plongé avec la crise économique et financière de 2008, qui applique une cure d'austérité sans se soucier des ravages causés dans les populations. Autrement dit, l'Europe était perçue hier comme impuissante, elle est aujourd'hui, à tort ou à raison, perçue comme responsables de nos maux.

Cela, mes camarades, c'est l'Europe grandeur nature pour bon nombre de nos concitoyens, notamment parmi nos électeurs. Nous, socialistes, nous, pro-européens, nous nous satisferions de cela ? De regarder, impuissants, notre rêve européen se muer en grand cadavre à la renverse, et d'attendre, fébriles, de voir de quelle manière ces sentiments se traduiront dans les urnes au soir de l'élection ? Je ne le crois pas et nous ne le souhaitons pas.

Alors, où voulons-nous conduire l'Europe ? D'abord, il nous faut retrouver la fierté de porter le projet européen. Non pas dans une vision béate, encore moins dans un entre-soi auto-satisfait, plutôt dans une démarche active, dans un compromis combatif. L'Europe, cette grande mal aimée, pour qu'elle renoue avec l'amour des peuples, doit devenir elle-même plus aimable et plus aimante. Jamais les pères fondateurs n'auraient toléré de voir en Europe le simple expert-comptable d'espace de paix qu'elle a rendu possible hier. Le jour où nous consentons à réduire le projet européen à la simple quête esthétique de l'alignement d'une colonne de dépenses d'un côté sur une colonne de recettes, ce jour-là, il n'y a plus de projet européen, ce jour-là, il n'y a plus d'Europe.

L'Europe, c'est une conquête du quotidien. Et le grand défi des socialistes, c'est de la rendre plus protectrice, plus juste, plus

forte, plus solidaire, plus éclairée, plus à l'écoute des peuples, plus sociale. C'est d'en initier la réorientation, d'en faire un véritable fer de lance de la préparation de l'avenir en y semant les mots : éducation, recherche, innovation, développement durable, démocratie.

Mes camarades, comment faire ? En engageant simultanément deux grandes batailles : la bataille des idées et la bataille des projets. Les idées d'abord. Oui, nous avons une confrontation politique à mener, n'ayons pas peur des mots ni du principe, assumons-le. Bloc contre bloc, progressistes contre conservateurs, gauche contre droite. Et d'ailleurs, depuis quand, nous, socialistes, avons-nous le bras qui tremble devant la perspective d'une confrontation politique ? C'est l'histoire de nos vies, l'idée même de notre engagement. Gagner la bataille des idées, c'est faire voler en éclats ce que j'appelle le consensus de Bruxelles, comme il a existé dans le passé un consensus de Washington dont on sait le prix qu'il a fait payer à l'Amérique du Sud et à l'Asie. Ce mur idéologique que les droites européennes ont érigé en Europe pour imposer leur modèle économique et leurs intérêts nationaux, l'Europe austéritaire, l'Europe disciplinaire. Ils vous diront que c'est une vérité économique. N'en croyez pas un mot, je dis que c'est un dogme à la rencontre du libéralisme anglo-saxon et de l'ordolibéralisme allemand. Frontalement, nous devons opposer à cela notre propre vision européenne qui est précisément celle des peuples, l'Europe de la croissance et l'Europe de l'emploi.

Bataille des idées, mais aussi bataille des projets. Comment ? J'ai une idée : en soutenant le président de la République, en soutenant les initiatives qu'il prend depuis un an au nom de la France. Mes camarades, aujourd'hui, on considère que c'est normal, que finalement, c'était facile à faire. Ce n'était pas joué d'avance. Souvenez-vous des cinq années que nous avons connues, cinq ans durant lesquels Sarkozy a imposé pas à pas l'alignement comme ligne diplomatique, politique et économique de la France. Il a commencé son quinquennat, pour reprendre une expression de Laurent Fabius, en caniche de Bush, pour l'achever en allié soumis de Madame Merkel. Ce temps-là est bel et bien révolu depuis l'élection de François Hollande. « Allié » n'est plus synonyme d'« aligné », « ami » n'est plus synonyme de « soumis ». C'est grâce à cette réorientation de la politique française que nous avons obtenu des avancées, comme le pacte de croissance de 120 milliards. Certains disaient : *« Ce n'est pas assez. »* Je dis que c'est plus que les euros proposés par les droites européennes en faveur de la croissance. Il y aura de prochaines étapes, et Monsieur Barroso doit comprendre notre volonté de voir utiliser ces 120 milliards. Infléchissement du positionnement de la Banque centrale européenne. Depuis le temps que nous reprochions à la BCE sa passivité, tandis que les banques centrales de nos continents concurrents intervenaient à leur guise pour muscler leur croissance, c'est engagé. Gouvernance économique de la zone euro, voilà des décennies que nous, socialistes, réclamions un pilotage politique de l'Europe. François Hollande est en train d'en dessiner les contours, c'est engagé. Plan de lutte contre le chômage des jeunes en Europe. Non, il faut le reconnaître, 6 milliards sur sept ans, ce n'est pas suffisant. Mais la voie est ouverte, l'Europe, sous l'impulsion de la France, commence à poser son regard sur la jeunesse de ses peuples, c'est engagé.

Tout cela, ce sont des pas dans la bonne direction. Il faut confronter à la radicalité conservatrice des droites européennes une radicalité réformiste, c'est la condition pour aller jusqu'au bout de notre cheminement sur l'Europe que nous voulons.

Il faut à présent engager un nouveau pacte de la construction européenne, c'est la définition d'un nouveau modèle de croissance solidaire et durable, adapté à la mondialisation. C'est aussi une nouvelle offre démocratique qui rapproche l'Europe de ses citoyens, à commencer sans attendre un nouveau traité par l'élection du prochain président de la commission par le Parlement européen.

Chers camarades, j'en termine. Les générations qui nous ont précédés nous ont légué la paix sur un continent déchiré par la folie meurtrière des hommes. Rien que cela. Et nous, que lèguerons-nous aux générations qui viennent ? Des excuses ? Des regrets ? Quel projet de vie leur transmettrons-nous ? Le libre-échange ? La loi du plus fort ? Quelles perspectives leur tracerons-nous ? Les efforts sans but ? Les sacrifices sans fin ? Les seuls combats perdus d'avance sont ceux que l'on ne mène pas. Alors, en avant ! Nous savons de quelle Europe nous voulons, l'Europe de la croissance pour le progrès. Ce texte est le socle de notre rassemblement pour mener, derrière le président de la République et le gouvernement, la bataille de la réorientation de l'Europe, qui passera par les élections européennes. Oui, j'ai la conviction que ce qui se jouera à travers ces élections, ce n'est pas simplement la future composition du Parlement européen mais bien l'orientation de la construction européenne. Cet avenir se prépare maintenant, et je sais que nous pouvons avoir ce débat aujourd'hui pour arriver en rangs serrés dans la mêlée de la campagne qui s'annonce. Ce moment est venu, nous n'aurons pas le luxe de nous diviser, nous ne voulons pas revivre des épisodes que nous avons eu l'occasion de connaître ; notre devoir, c'est de purger les débats aujourd'hui pour être rassemblés demain.

L'avenir des socialistes, de la gauche, des 65 millions de Français et d'un demi-milliard d'Européens vaut bien cette mobilisation-là. »

François Kalfon

« Mes chers camarades, après une convention qui a permis de faire émerger des convergences au sein de notre parti, de placer le curseur au bon endroit par un travail de dialogue démocratique (il a été signalé que celui-ci a réuni massivement dans les sections), nous arrivons, je crois, aujourd'hui, à un texte de bon équilibre. Le curseur de notre vision de la construction européenne, du rôle des socialistes dans la construction européenne au sein de notre parti, dans ce texte, a bougé. La nécessité d'une réorientation voit le jour. Et quand nous regardons la façon dont se passent, Jean-Louis Bianco faisait allusion au caractère religieux, parfois, des réunions socialistes chaque dimanche, les grands dimanches, nous avons cette religion laïque qui consiste à nous réunir à la Mutualité, c'est une de nos églises. Et religere veut dire relier les points de vue entre eux. Je pense que nous arrivons à un bon texte, mais malheureusement, il ne faudrait pas, et là aussi c'est une tradition socialiste, que nous ayons un décalage entre le discours du dimanche de la messe laïque, de la messe socialiste, et la pratique de la semaine. Car je crois que ce dont nous souffrons le plus, si ce divorce est si profond entre les populations et les dirigeants, c'est qu'il y a bien ce discours du dimanche. J'ai entendu et je partage cette dénonciation du caractère ubuesque de la fermeture de la télévision grecque sous la pression de la Troïka. J'ai entendu et je partage les critiques qui ont été émises ici justement, et qui seront émises demain contre les politiques austéritaires fixées par la Troïka en Europe. J'ai entendu et je partage (comment ne pas partager cela ?) la menace d'une poussée populiste en Europe, qui existe déjà : on parle des droites populistes, mais l'aube, qui n'a rien de doré, est plutôt sombre en Grèce. Il faut que nous luttions contre ça. Simplement, après le dimanche, la litanie des jours fait qu'il y a la semaine. On parle de croissance, nous prônons une Europe de la croissance et pourtant, et pourtant, l'Europe s'enfonce dans la récession, c'est la seule zone économique intégrée à s'enfoncer dans la récession alors qu'aux États-Unis, sous l'influence des plans de relance, la croissance repart, alors qu'en Amérique Latine, la croissance repart, alors que dans la zone Asie Pacifique, la croissance repart. On parle de l'emploi des jeunes : on souhaite l'emploi des jeunes le dimanche, mais quelle est la réalité européenne ? 25 % de chômage des jeunes en France, 40 % en Espagne, et bien plus encore en Grèce. Il faut accorder notre discours du dimanche et notre pratique de la semaine. C'est là-dessus que nous serons jugés, car il serait trop facile, finalement, d'avoir un texte qui nous rassemble sur les bases politiques que nous ne pouvons qu'approuver. Je dirais que comme axe de notre campagne européenne, il faut une Europe du concret, qui remette dans la boucle la démocratie des peuples, il faut une Europe qui mobilise. La réalité européenne de la semaine, c'est quoi ? C'est la pression du binôme Cameron-Merkel, avec un budget en récession et qui ne nous permet pas les politiques de croissance.

Depuis vingt ans, nous demandons un SMIC européen bloqué par l'Allemagne. Il faudrait que notre campagne socialiste aux élections européennes exige, car d'autres efforts, nous les maintenons, de réduction des déficits, sont nécessaires, mais exige en contrepartie un SMIC européen ; c'est une revendication qui ne doit pas être négociable, et c'est sur des bases comme celle-ci que nous gagnerons. Sinon, alors, l'Europe s'enfoncera dans les ténèbres, et comme le dit Claude, nous en serons comptables devant les générations futures. »

Juliette Méadel

« Cher Harlem, mes chers camarades. Et dire qu'il a fallu attendre huit ans, huit ans depuis le référendum interne sur le traité constitutionnel européen pour que nous puissions aborder ensemble, et sans psychodrame, dont nous, socialistes français, avons parfois le secret, la question de l'avenir de l'Europe. C'est une bonne nouvelle. C'est une bonne nouvelle et savourons-la à sa juste mesure. Savourons-la d'autant mieux que dans le contexte politique et social actuel, des bonnes nouvelles, il n'y en a pas beaucoup. Car disons-le clairement, depuis que la crise financière venue de Wall Street est arrivée en Europe, le projet européen a du plomb dans l'aile. Cela a été rappelé, l'émergence des mouvements populistes : Beppe Grillo en Italie, le leader également, en Grande-Bretagne, du parti de l'indépendance, la Hongrie, la Pologne, le Danemark, je ne les citerai pas, mais la poussée des extrêmes est constante, et à tout dire, dangereuse, et même inquiétante. Et évidemment, tant que le niveau de vie diminue, tant que la pauvreté des familles s'aggrave et que le doute s'installe sur le bien-fondé des politiques européennes, les populismes de tous bords s'enracinent. Il n'est pas sûr que la fin du tunnel soit pour maintenant. Alors, pour en sortir, nous n'avons pas le choix. Je crois que c'est le message que nous devrons délivrer pendant cette campagne européenne ; le seul message, c'est que l'Europe est notre bouée de sauvetage. Oui, nous sommes peut-être à la veille d'un sursaut, d'un sursaut historique qui marquera l'histoire de l'Europe, et ce sursaut qui fera que, dans vingt ans, dans cinq ans, pardon, si on fait un rêve, nous pourrons rêver que nos concitoyens auront confiance, enfin, dans leurs institutions européennes. Nous pourrions rêver que ce sursaut leur donnerait envie de venir voter aux élections européennes autant, et peut-être même plus, qu'aux élections nationales. Ce sursaut au terme duquel le reste du monde pourrait regarder l'Europe avec admiration et non plus avec condescendance. Alors, oui, nous devons faire rebondir l'Europe. Mais comment ?

Comment retrouver notre place dans le monde ? Pour l'heure, malheureusement, et il faut le dire car le diagnostic sera d'autant plus pertinent qu'il aura été lucide, l'Europe n'est pas une promesse. L'Europe n'incarne plus, malheureusement, le progrès, ni la prospérité. Et forcément, elle n'est pas en croissance et ne crée plus assez d'emplois. L'Europe est trop libérale. Et c'est aussi cela le point positif de cette convention pour l'Europe, nous avons un diagnostic partagé sur une orientation politique qui ne nous convient pas. L'Europe est trop libérale, le dogme de la Commission a vécu, et d'ailleurs, comme l'a dit Martin Schulz, avec elle, c'est aussi l'échec de la politique de Barroso. Alors, les politiques d'austérité et de rigueur budgétaire qui ont été menées pour conquérir la confiance des investisseurs, voulues par l'Allemagne, par les Pays-Bas, par la Finlande, ne marchent pas.

Pourtant, pourtant, le moment est inédit. Nous devons faire de cette Europe une Europe concrète. Et, disons-le, il y a aussi ces

points positifs qu'on n'entend pas assez. C'est ce qu'il faudra dire pendant cette campagne.

Depuis l'adoption du traité de Lisbonne, l'Europe a progressé, et il faut expliquer pourquoi elle a progressé sur le plan démocratique. Nous pourrons politiser cette élection pour la première fois car la majorité qui résultera des élections européennes devra être prise en compte dans le choix du président de la Commission européenne. Pour la première fois, le Parlement pourra également bloquer les projets du budget qui lui déplaisent, et il le fera, je l'espère. Si le Parlement veut donner une autre allure au budget européen, comme l'a dit le Premier ministre, il devra être en mesure d'engager un rapport de force avec la Commission européenne. Tous les députés socialistes européens doivent donc s'unir pour exercer cette pression politique sans laquelle l'allure du budget ne changera pas.

Les députés socialistes français qui ont eu le mandat que confère notre Europe sauront donc s'emparer de ce texte. Le mandat que nous leur donnons aujourd'hui est un mandat que nous avons réussi à élaborer dans un bel exercice de démocratie interne, un bel exercice auquel nous nous livrons aujourd'hui. Il faudra d'ailleurs être vigilant sur le respect des règles de démocratie interne, afin de rendre compte de notre diversité. Nous sommes donc aujourd'hui très fiers de ce mandat-là, car je crois que c'est la première fois que nous pourrons construire avec les autres partis socialistes en Europe, une ligne, une ligne progressiste, une ligne autour de trois idées fortes. Une Europe de la justice sociale où l'on trouvera le bon équilibre entre discipline budgétaire et investissement d'avenir, une Europe politique qui réponde aux besoins des Européens et pas aveuglément au diktat des marchés financiers ; et enfin, une Europe innovante et réaliste, une Europe des projets, comme notamment dans le secteur industriel où les complémentarités sont à réaliser et à trouver. C'est à ces conditions que nous pourrons créer un souffle nouveau pour une Europe forte au service du progrès social et de la justice. »

Élisabeth Guigou

« Chers camarades, naturellement, je me réjouis que nous soyons rassemblés. D'abord parce qu'il ne paraît pas anormal que notre parti soutienne le président de la République, et ensuite parce que je crois qu'il a besoin de notre rassemblement pour pouvoir continuer ses efforts pour réorienter l'Europe. Alors, nous partageons, chers camarades, les mêmes révoltes et les mêmes indignations devant le scandale du chômage des jeunes en Europe, jusqu'à 50 % en Grèce ou en Espagne, devant la menace toujours plus grande de désindustrialisation, et l'impossibilité pour beaucoup de nos entreprises de trouver du crédit en dépit du taux très bas de la BCE, devant la dérive inacceptable vers le dumping fiscal et social, devant l'indulgence coupable d'un système qui légitime la fraude fiscale, qui la déguise sous le terme pudique d'optimisation fiscale, qui tolère et qui même autorise les paradis fiscaux, ces trous noirs de la finance mondiale. Nous partageons aussi la même indignation devant l'aveuglement des conservateurs face à la bureaucratisation de l'Union européenne et devant ces institutions, qui souvent tiennent les Parlements pour quantité négligeable, on l'a vu lors des dernières remarques de la Commission européenne. Et devant aussi l'aveuglement face au fait que le déficit démocratique est évidemment la principale faiblesse depuis très longtemps des institutions européennes.

Alors, dans cette situation, est-ce qu'il faut se contenter de s'indigner ? Bien sûr que non. Il nous faut, je crois, d'abord, dans l'immédiat, faire en sorte que les décisions qui ont été prises, il y a un an maintenant, puissent être effectivement appliquées. Les 120 milliards d'euros de rallonge obtenus par François Hollande, il faut que nous voyions très vite où ils sont passés, dans notre pays, et naturellement, ailleurs aussi.

Nous avons besoin dans l'immédiat, bien sûr, de relancer l'Europe autour de la formation des jeunes et des investissements d'avenir. C'est ce qui va être, j'espère, décidé la semaine prochaine au Conseil européen. Mais nous devrons aussi faire des progrès dès la semaine prochaine sur le rééquilibrage de l'Union monétaire, avec une union économique, une union bancaire, une union fiscale, et une union sociale.

Au-delà de ça, je crois qu'il faudra, dans les mois qui viennent, jeter toutes nos forces dans la préparation et la campagne des élections européennes. D'abord pour ne pas laisser l'extrême droite, et même des partis nazis, entrer en force au Parlement européen, pour ne pas laisser les démagogues dominer la majorité au Parlement européen. Je pense, avec vous, chers camarades, que pour cela, il nous faut en effet politiser l'Europe, montrer que la droite et la gauche en Europe, ce n'est pas la même chose, que les conservateurs et les progressistes ne veulent pas la même Europe, et que nous, ce que nous voulons, c'est en effet la réorienter et que les socialistes aient la majorité au Parlement européen pour pouvoir désigner le président de la Commission.

Alors, ayant dit cela, je crois que nous aurons le devoir de concentrer notre campagne, compte tenu de l'état de l'opinion publique, de la désaffection, et même, quelques fois, vis-à-vis de l'idée même d'Europe. Je crois que nous aurons le devoir de concentrer notre campagne sur quelques priorités concrètes, mais qui donnent du sens aussi à notre vision de l'Europe. On les connaît, ils sont dans notre texte : bien sûr, la croissance, naturellement, le chômage des jeunes et les investissements d'avenir, la lutte contre le dumping social, il faut que nous obtenions un salaire minimum dans tous les pays européens et également une modification de la directive des travailleurs détachés, implacable contre l'évasion fiscale, faire des propositions sur la légitimité démocratique et le rôle que peuvent jouer nos Parlements nationaux avec le Parlement européen. Il ne faut pas oublier que l'Europe doit avoir une ambition mondiale, et en particulier parler à nos voisins, non seulement de l'Est, mais aussi de l'Afrique, car Laurent Fabius l'a rappelé tout à l'heure, c'est un grand sujet de fierté, ce que nous avons fait au Mali, naturellement, et ce que nous devons continuer à faire.

Voilà, mes chers camarades, nous aurons évidemment à penser une architecture européenne différenciée, mais pour ça, il faut d'abord, comme nous l'a dit Jacques Delors hier, ne pas avoir peur, et pour redonner confiance aux citoyens dans l'Europe, il faut d'abord, évidemment, que nous ayons confiance en nous-mêmes et en notre capacité à faire passer nos propositions. Ce matin, nous avons fait déjà un grand pas dans cette voie. »

Thomas Petit

« Chers camarades, la situation en Europe n'est pas rose : record de chômage, augmentation de la pauvreté, augmentation des écarts de richesses entre États, impuissance à prendre des mesures collectives nécessaires à la transition écologique, diminution des droits en matière de santé, de retraites, de garanties sociales en tout genre.

Pourtant, l'Europe est forte. Sa balance commerciale est à l'équilibre, elle représente un marché solvable nécessaire à toutes les économies émergentes ; elle est capable de créer 1 000 milliards d'euros en deux mois, tout en faisant baisser les taux d'intérêt et l'inflation. Ce qui pose problème, c'est bien l'inaptitude d'une Europe de droite à utiliser cette force.

L'Europe pourrait nous protéger contre la spéculation mais elle ne le fait pas par manque de solidarité. Le marché commun est une chance qui devient un problème pour les citoyens tant qu'il n'est pas accompagné d'une politique sociale commune et progressiste. La mise en concurrence des États-membres empêche de produire une économie vertueuse et protectrice en matière de bien-être et de protection de l'environnement.

Cette Europe de droite, que nous combattons, a voulu supprimer toute solidarité. Elle met en concurrence nos salariés, tire vers le bas les minima sociaux, crée les conditions du dumping fiscal et social. Cette Europe donne des objectifs inatteignables de réduction des déficits. Mais où sont les objectifs ambitieux de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ?

Au contraire, nous définissons dans le texte Notre Europe les conditions d'une Europe progressiste et solidaire, un budget européen à la hauteur pour financer la réorientation de notre modèle de développement, des ressources propres à l'Union pour éviter un marchandage destructeur entre États, notamment avec la taxe sur les transactions financières, ce qui me permet de saluer l'action de notre président de la République ; le refus de l'austérité grâce à ce budget européen mais aussi à une politique monétaire en faveur des citoyens. Les États doivent pouvoir emprunter directement à la BCE pour ne plus payer d'intérêts exorbitants aux financiers. La monnaie est un bien public, nous devons nous en ressaisir.

La convergence sociale, avec un salaire minimum, et la volonté de réduire massivement le chômage. Le texte rappelle à ce propos que la réduction du temps de travail contraint est un objectif de progrès social. Un nouveau modèle de développement avec la fin de l'obsolescence programmée, le développement des circuits courts, l'agro-écologie, l'économie circulaire sociale et solidaire. La protection des travailleurs contre un retour de la directive Bolkestein. Nous devons donner toute sa place au dialogue social. Nous ne pouvions tout mettre dans ce texte, et il faudra réfléchir aux mesures concrètes qui permettront cette Europe de gauche, cette Europe qui protège et améliore la vie des citoyens, cette Europe qui va plus loin, plus vite.

Nous regrettons de n'avoir pu intégrer plus d'amendements de nos sections. La motion 4 vous en soumet rapidement quelques-uns, qu'il faudra rediscuter. Un impôt socle européen sur les sociétés qui donnerait des ressources à l'Union européenne et éviterait le dumping fiscal entre États-membres. Une taxe européenne progressive sur le patrimoine pour supprimer l'évasion fiscale, au moins au sein de l'Union. Un revenu de l'étudiant européen pour donner la possibilité de faire ses études sans passer ses nuits et ses week-ends dans des jobs aux conditions de travail difficiles. Des objectifs chiffrés en matière sociale. Nous avons les objectifs en matière économique, nous devons aussi avoir ceux en matière sociale, en matière de minima sociaux, de baisse du chômage, de baisse de la pauvreté.

Nous pourrions nous saisir de la proposition faite hier par Antonio José Seguro. Les indemnités chômage au-dessus du niveau moyen de chômage en Europe seraient payées par l'Union. Chers camarades, l'Europe ne doit plus être un des membres d'une Troïka destructrice qui assomme les citoyens au lieu de les relever.

Chers camarades, en mai 2014, nous avons la responsabilité de faire gagner l'Europe socialiste pour faire gagner les citoyennes et les citoyens européens. L'Europe néo-libérale doit mourir. Vive l'Europe sociale ! »

Alain Bergounioux

« Mes chers camarades, ce qui menace aujourd'hui l'Europe, comme le disait un philosophe allemand, c'est la lassitude. Et je crois que tout le monde aujourd'hui, comme hier au Forum des progressistes, a compris qu'il fallait un sursaut. Et nul ne peut nier que François Hollande et son gouvernement ne soit engagé dans cette bataille, mais c'est difficile. Et je voudrais simplement développer cette raison-là.

C'est difficile pour trois causes. Première cause : les intérêts économiques se sont différenciés, malgré l'euro, ou à cause de l'euro diraient certains, dans la zone européenne. Deuxième cause : nous n'avons pas encore gagné la bataille idéologique contre le néo-libéralisme. L'intégration européenne s'est faite à un moment où, justement, ces idées dominaient dans le monde, et en Europe, et dans la Commission européenne. Et troisièmement, c'est un des problèmes que soulevait Laurent Fabius tout à l'heure, la gouvernance européenne est déficiente, parce que les pouvoirs se superposent, parce que le Parlement européen, malgré ses prérogatives, reste finalement isolé. Ce n'est pas vers lui qu'on se tourne dans la crise.

Et puis parce que tout continue à se réduire à l'intergouvernemental. Et c'est ça la question qui nous est posée. C'était la quatrième question que posait Laurent. Est-ce qu'il faut se contenter de cette situation ?

Je ne le crois pas, parce que l'Europe a besoin de plus de cohérence. La crise économique que nous connaissons, c'est une crise de l'interdépendance dans une zone économique, et nous ne pouvons pas en rester là. Et d'ailleurs, je n'ai pas le temps de développer ce paradoxe, mais c'est faute d'avoir une vision claire de l'avenir que nous avons du mal dans le court terme.

Parce que, évidemment, nous savons tous que la compétitivité est un problème et qu'il faut des réformes importantes, mais ces réformes, elles ne porteront leurs fruits que dans le moyen terme et alors que dans le court terme nous avons besoin de politiques keynésiennes à l'échelle européenne. Mais faute de vision de long terme, personne ne veut prendre le risque d'aller trop loin compte tenu des contradictions de l'Europe.

Et c'est pour cela, je crois, qu'il faut sortir de cette contradiction en affichant une perspective claire pour le Parti socialiste. C'est le sens de l'amendement qui avait été déposé, l'amendement n°1, qui a été repris d'ailleurs dans le texte. Je crois qu'il n'y a aucune raison de ne pas reprendre cette perspective d'une fédération d'États nations. Et nous pouvons le faire, en travaillant à partir des coopérations renforcées, à partir de la zone euro, mais à condition qu'il y ait une légitimité démocratique à cette fédération d'États-nations. D'où la nécessité de travailler à une forme parlementaire de la zone euro, parce que c'est à partir de là que nous pourrons construire quelque chose qui soit fort dans l'avenir.

Je crois, chers camarades, que les socialistes ont la responsabilité de faire des propositions nouvelles. On nous dit souvent : les questions institutionnelles, il ne faut plus en parler, c'est très difficile. Mais non, parce que si nous ne parlons plus des questions institutionnelles, ce n'est pas, comme aurait dit quelqu'un d'autre en sautant sur sa chaise et en criant : « *solidarité, solidarité, solidarité* » qu'on arrivera à quelque chose, parce que la solidarité a besoin d'institutions. Que serait la solidarité sociale chez nous sans la Sécurité sociale ? Et il n'y a pas de solidarité sans institutions. Donc osons des propositions nouvelles pour l'avenir de l'Europe et pour l'avenir du socialisme. »

Zaki Laïdi

« Chers camarades, dans moins d'un an, nous allons affronter les conservateurs européens dans les élections européennes. Et dans cette perspective, nous devons nous doter d'un groupe socialiste fort, au sein d'un groupe européen socialiste fort, lui-même prenant sa place dans un Parlement fort, au service d'une Union européenne forte, d'une Union européenne forte que certains donnent pour morte, et sur laquelle un certain nombre d'appétits s'aiguisent.

Mais cette Europe, malgré ses difficultés, offre des atouts et des forces considérables, que nous, socialistes, devrons mettre en évidence dans la campagne des européennes. Pour cela, je vais vous donner trois chiffres qui me semblent résumer la position globale de l'Europe. Trois chiffres : 7 %, 25 %, 50 %. 7 %, c'est la population de l'Europe dans le monde. 25 %, c'est le PNB de l'Europe dans le monde. C'est aussi la part de l'Europe dans le commerce mondial. 50 %, c'est la dépense sociale de l'Europe dans le monde. Première puissance économique, première puissance commerciale, première puissance sociale. Ce sont des éléments de fierté dont nous devons parler, car si nous sommes euro-vigilants, nous ne sommes pas euro-sceptiques.

Ceci étant, quel type de message devons-nous développer ? Il me semble devoir se résumer dans l'idée d'une indissociabilité entre la réorientation de l'Europe et l'approfondissement des réformes qu'il nous faut faire et conduire chez nous ; et de ce point de vue, le discours de Leipzig, tenu par le président de la République, me paraît un discours extrêmement important et significatif.

Réorienter l'Europe dans trois directions, vis-à-vis de la Commission en lui faisant bien comprendre que la nécessaire réduction des déficits publics ne se fait pas avec un chronomètre, mais elle se fait avec une boussole. Ensuite, aller vers une Union bancaire, dont les formes pour le moment sont insatisfaisantes, car elles ne prennent pas en compte la supervision de toutes les banques, et enfin, faire en sorte que ceux qui ont les moyens d'investir le fassent. Et de ce point de vue-là, il y a deux nouvelles, une mauvaise et une bonne : la mauvaise, c'est que l'Allemagne risque fort d'entrer en récession ; la bonne, c'est qu'à partir du moment où elle-même rentre en récession, elle est bien amenée à penser et à considérer, à reconsidérer sa position qui consiste à penser qu'on ne peut pas prospérer au détriment d'un ensemble qui se veut solidaire. »

Gérard Filoche

« Bonjour chers camarades, bonjour aux camarades de la direction, bonjour aux militants qui ont voté, entre 67 et 73 % pour par rapport aux contre, quatre amendements qui j'ai déposés avec Marie-Noëlle Lienemann et Emmanuel Maurel.

L'un de ces amendements, que les militants ont voté, dit qu'il faut refuser les négociations du grand marché transatlantique. Je comprends que les militants soient inquiets d'un grand marché à 78 États : 28 pour l'Europe, 50 pour les États-Unis. L'Europe est un nain politique, nous le déplorons. Les États-Unis sont un géant politique, et dans la bataille des normes, ils nous dépèceront. Et il y aura peut-être une exception culturelle, mais encore 24 champs de normes où pendant cinq ans nous serons sur la défensive face à ce géant. Donc les inquiétudes existent, et s'engager dans une telle voie peut remettre en cause tout le projet européen.

Les militants ont voté pour suspendre le traité d'austérité qui avait été signé l'année dernière sous Sarkozy, et ils ont raison, parce que quand ils entendent Barroso s'indigner du fait que nos déficits ne se réduisent pas assez vite, ils savent en même temps ce qui nous arrive en France. Nos déficits sont passés de 5,3 en 2011 à 4,8 en 2012, et nous essayons d'avoir 3,9 en 2013.

Mais en même temps, notre dette augmente, elle est passée de 86 à 90 % de notre produit intérieur brut. Comprendre que quand on rembourse en priorité la dette, ça augmente la dette, est un exercice difficile, mais c'est pourtant la vérité, parce qu'on met de l'argent pour les banques et pour le remboursement qu'on ne met pas dans l'économie et qu'on ne met pas dans l'industrie. Cela fait donc de la récession qui elle-même creuse notre dette, laquelle augmente, pendant qu'on court, en vain, à rembourser les déficits. Ce n'est pas le bon choix. C'est ce qui a été imposé à la Grèce.

Le FMI vient de faire une cruelle et honteuse autocritique sur ce qui a été fait à la Grèce, en disant que dès le début il ne fallait pas les pousser à rembourser leur dette mais la restructurer. Un des membres de la Troïka, honteusement, explique pourquoi ils ont pillé le peuple grec et abouti à une barbarie sociale là-bas, à partir d'une politique qu'ils reconnaissent maintenant comme étant fausse.

Ensuite, je comprends que les militants demandent à ce qu'il y ait une Europe sociale, et s'inquiètent quand ils entendent Barroso dire qu'il faut s'en prendre à nos retraites. J'ai bien apprécié quand François Hollande a dit à la Commission : *« Vous n'avez pas à nous dicter notre politique. »* Effectivement, ils n'ont pas à nous dicter aujourd'hui d'attaquer nos retraites. La gauche a été élue dans ce pays pour défendre les retraites, pas pour les attaquer. Et par conséquent, c'est ce que nous devons dire, parce que les militants ont le souci, en votant les amendements que nous avons déposés, de gagner l'année prochaine. Nous ne gagnerons pas si nous attaquons les retraites, en suivant les directives de Barroso. Qu'est-ce qu'il nous demande ? De repousser l'âge de la retraite, alors maintenant, comme Madame Parisot et Monsieur Gattaz à 65 ou 67 ans ? Vous savez, en Allemagne, c'est 67 ans en 2029. En France, on nous l'a imposé en 2017. Vous savez, en Grande-Bretagne, c'est 68 ans en 2048. Et nous, nous sommes les plus mal lotis à cause de Sarkozy, parce que c'est en 2017 les 67 ans. On ne va pas en rajouter, non ?

En ce qui concerne les annuités, en Allemagne c'est 35 annuités pour les retraites. En Italie, c'est 35 annuités. En Espagne, c'est 35 annuités. Nous sommes déjà, hélas, à 42, et nos salariés ne peuvent pas les faire. Parce que le chômage augmentant, c'est sur le papier les 42 annuités, en vérité, ils vont vers 37, 36. Les annuités réellement cotisées au travail et les annuités réellement validées reculent : 40 % déjà aujourd'hui atteignent leur retraite avec une décote. 40 % ! Et les 60 % qui l'atteignent, ils l'atteignent en n'étant pas au travail, car deux sur trois ne sont plus au travail à partir de 55, 56, 57 ans.

Va-t-on céder à l'Europe pour faire reculer nos retraites, nos droits et donc le niveau de nos retraites ? Ce n'est pas de ça dont il est question. Et les électeurs voteront pour nous en Europe l'année prochaine si nous savons résister en défendant nos retraites. Ils ne voteront pas pour nous si nous capitulons en laissant perdre nos retraites.

Je peux vous dire encore en conclusion que c'est comme toujours le social au cœur, c'est-à-dire que c'est la question des salaires, c'est la question de la répartition des richesses qui existent. Quand on a à peu près 1 000 milliards d'évasion fiscale en Europe, quand on a des salaires qui baissent partout, quand on arrive au taux de chômage de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, c'est normal que les gens aient envie de changer d'Europe. Le projet européen, ce n'était pas ça. C'était le social au cœur, et c'est pour ça qu'on doit voter et contre l'Europe telle qu'elle existe pour Madame Merkel, pour les marchés et pour Monsieur Barroso.

C'est contre ça qu'on doit voter. On doit commencer par défendre nos retraites, par augmenter les salaires, par redistribuer les richesses, c'est ça qui fait la relance économique, contre cette autorité stupide, ingrate, inconséquente, néfaste, nuisible, que les néolibéraux veulent nous imposer par le biais de la Commission et par le biais de la droite européenne.

Nous, on est de gauche en Europe, et nous, on fait du social. C'est ça qui est gagnant chers camarades. »

Dacia Montelescu

« Chers camarades, pour oser, pour aller plus loin plus vite, nous appelons largement à voter oui à cette convention qui nous réunit aujourd'hui. Oui, parce que c'est un texte de combat, pour donner un prolongement renforcé et durable aux acquis européens. Oui, parce que c'est également un texte d'indignation face aux politiques conservatrices et libérales qui entraînent l'Europe sur la pente du chômage de masse et de l'austérité. Oui enfin parce que c'est un texte d'espoir pour démocratiser l'Europe avec les peuples.

La motion 4 a activement participé à l'élaboration du texte de la Convention, et nous avons été entendus sur trois axes structurants : la mise en place d'un nouveau modèle de développement ; la nécessité d'engager et de réussir la transition écologique ; et l'avènement de l'Europe des citoyens.

Néanmoins, chers camarades, chers amis, cette convention qui s'achève doit être un point de départ, à double titre, car, et ce n'est un secret pour personne, cette convention a connu des dysfonctionnements, de procédure et d'organisation. Nous avons, certes et heureusement, dépassé ces questions pour obtenir un texte très bon, un excellent mandat pour nos représentants. Cette convention doit être donc un point de départ. Un point de départ tout d'abord pour une véritable rénovation des modalités de débat au sein de notre parti. Les dysfonctionnements que cette convention a connus, tant au plan local que national, ont mené à de réelles difficultés dans l'interprétation du vote des militants et dans leur participation au débat. Il faut dire les choses. Nous ne reviendrons pas ici sur les difficultés qui ont été relayées parfois en long, parfois en large, par la presse, dans la presse. Pratiques que nous ne cautionnons pas.

Intéressons-nous plutôt à ce qu'ont pu ressentir de nombreux militants. Beaucoup d'entre eux ont du mal à comprendre comment a été élaboré ce texte, surtout quel a pu être le rapport dans ce processus. Les délais ont été courts, je sais que ça a urgé mais les délais étaient courts pour se prononcer sur un texte parfois complexe, avec de nombreux enjeux, et majeurs.

D'ailleurs, nous regrettons aussi que le texte finalisé de la convention nous ait été remis si tard. De plus, le traitement réservé aux amendements remontés par les sections a été variable d'une fédération à l'autre, et trop peu, à notre goût, ont pu être intégrés dans le texte final. 221 amendements fédéraux remontés par les fédérations toutefois. Une belle effervescence et un vrai intérêt pour le débat européen. Alors chers amis, ne nous privons pas de l'intelligence collective de ces dizaines de milliers de militants qui chaque jour font preuve de leur motivation, de leur enthousiasme, de leur créativité.

Nous avons abouti à un texte commun, et certainement nous sommes tous rassemblés derrière les 14 priorités pour l'Europe. Mais cet esprit de rassemblement ne nous exonère pas toutefois de tirer le bilan de cette convention pour que les prochaines soient mieux cadrées, pour améliorer la qualité de nos débats internes.

Car oui, mes chers camarades, il faut changer en profondeur nos procédures de débat. Le Parti socialiste est-il parfois trop lourd dans ses procédures ? À vous de le faire changer. À vous de vous engager dans sa rénovation. À cet égard, nous avons proposé la mise en place d'un groupe de travail que nous sommes prêts à animer dans le cadre de la démarche de rénovation du parti et dans la perspective des prochaines conventions.

Saluons l'ouverture d'esprit de la direction, qui a entendu notre proposition, et nous y apporterons notre enthousiaste contribution.

Sans doute, chers amis, cette Convention peut constituer un point de départ pour notre rénovation, mais surtout et encore, pour la victoire aux européennes, pour retrouver le sens de l'Europe, cette belle vision politique qui a fait rêver Montesquieu et Hugo en leur temps, et qui demain, si nous le voulons, si nous sommes unis et enthousiastes, fera rêver le monde. Et pour cela, osons aller plus loin, plus vite. »

Christophe Rouillon

« Chers amis, chers camarades, je m'adresse à vous en tant que délégué national chargé de l'Europe au sein de la Fédération des élus socialistes et républicains. L'Europe des conservateurs est abstraite, injuste et sourde aux attentes de nos concitoyens terriblement marqués par la crise. L'Europe concrète se construit avec les collectivités locales, 100 000 communes, villes, régions, dans tous les pays de l'Union, qui réalisent 80 % des investissements.

Selon un sondage eurobaromètre de septembre 2012, les élus locaux, les maires, seraient les mieux placés pour être les porte-parole de l'Europe sur le terrain. En tant que vice-président de l'Association des maires de France, chargé de l'Europe, membre du Comité des régions de l'Union européenne, mes amendements, validés par la FNESR, ont été intégrés dans le texte.

Le premier amendement concerne notre demande d'exclure du champ de la concurrence les services sociaux d'intérêt général, pour permettre l'accès à tous à prix abordable à des services publics essentiels. L'Europe n'a pas à décider de la privatisation des maisons de retraites, du logement social, des cantines ou encore des activités culturelles et sportives.

Notre deuxième amendement concerne le rôle central des collectivités locales pour relancer l'économie et créer des emplois. En outre, nous voulons que les dépenses d'investissement public à long terme, notamment en matière d'éducation et de services sociaux, ainsi que les investissements qui concernent la transition énergétique, soient exclus du calcul des déficits prévus dans le pacte de stabilité.

Ce sont aussi les régions, les départements et les villes, qui doivent mettre en œuvre le dispositif pour l'emploi, la garantie jeunesse, représentant un budget de 6 milliards d'euros que nous espérons appliquer en deux ans et non pas en six ans.

Ce sont aussi les collectivités territoriales qui mettront en œuvre le plan de relance annexé au pacte de stabilité. Il porte sur 2,5 milliards de prêts, Monsieur le ministre, de la BEI, et 2 milliards de fonds FEDER qui seront mobilisés immédiatement. Voilà l'application concrète du pacte de relance.

Je salue de ce point de vue l'action du président de la République, François Hollande, et du gouvernement, qui aux côtés du président du Parlement européen, Martin Schulz, ont contribué à sauver la politique de cohésion territoriale, alors que les conservateurs souhaitaient diminuer de 200 milliards le budget de l'Union européenne.

Notre ambition pour l'année prochaine, c'est de faire face au risque d'abstention. Nous voulons une communication sur l'Europe de bas en haut, et non pas du sommet vers la base. Nous refusons l'Europe des incantations populistes, et nous voulons passer à l'Europe du concret.

Notre ambition doit être de constituer une délégation socialiste française renforcée au Parlement européen. Une délégation solide et expérimentée. Il faudra plus de 13 députés socialistes pour peser au sein des institutions et mettre en place le programme que nous avons voté aujourd'hui.

Il reste moins d'un an pour résister à ceux qui utilisent l'Europe comme bouc émissaire, ceux qui veulent une Europe a minima. Ne cédons pas au catastrophisme, pensons global, agissons local. À l'attaque pour gagner ! Relançons l'Europe, bâtissons l'Europe au quotidien celle que nous aimons, celle que nous voulons. »

Pierre-Yves Schanen

« Chers camarades, à la fin de cette convention, il y a au moins une idée reçue, ou quelques idées reçues qui sont enfin défaites. Ce n'est pas l'Europe qui empêche la croissance. Je viens d'une région où Airbus fait vivre Toulouse depuis quarante ans. Ce n'est pas l'Union européenne qui limite ses budgets. Quand ils ont voulu trouver des milliards à donner aux banques, ils ont su faire. Ce n'est même pas l'Union européenne qui est impuissante face aux marchés. Lorsqu'elle veut changer les règles de la concurrence, dans le ciel, sur le rail ou même dans les jardins sous la pression de Monsanto, elle sait le faire. Elle sait même bloquer des capitaux privés dans les banques à Chypre quand ça l'arrange.

Ce n'est donc pas l'Union européenne qui pose problème et qui aggrave la crise, c'est, et ça, c'est la conclusion de cette première étape de la convention, c'est la droite au pouvoir qui a fait sa politique, celle du choix de la mécanique financière. La force de notre convention a donc été d'avoir le courage de dire qu'il nous faut une alternance, et qu'elle est possible et nécessaire à cette politique.

Notre motion, Oser plus loin, plus vite, a donc soutenu ce texte. On a déjà dit que nous avions beaucoup travaillé sur les amendements, et qu'on aurait aimé que davantage, surtout ceux venus des sections, il faut respecter les militants, puissent être intégrés.

Je pense en particulier au taux européen d'impôt sur les sociétés, qui financerait le budget de l'Union européenne. Je pense aussi à la question de la surveillance, qui a été évoquée plusieurs fois, et qu'il ne faut pas perdre de vue, du droit du travail, aussi à la réduction du temps de travail possible si elle est faite au plan européen.

Ce texte est bon, c'est notre texte, c'est notre projet, c'est notre Europe. Pourtant, nous le savons, créer l'adhésion sera, euphémisme, difficile. Pas seulement parce que gérer la crise, Mesdames et Messieurs du gouvernement, est amer, mais parce que, nous l'avons entendu, l'Europe actuelle est celle de la déception. Pour la génération de Hessel, celle de Mauroy, celle de mon père, qui a connu les bombes dans son village, qui était celui de Schengen, celle des acteurs du grand rêve reconstructeur, l'Europe, c'était la paix sans les nationalismes.

Et aujourd'hui, le Front national ou les europhobes anglais caracolent dans les sondages. Une ministre immigrée est insultée dans son Parlement en Italie, le salut nazi reparaît en Grèce et la guerre et l'instabilité, nous le savons, est à nos portes.

L'Europe, c'était l'énergie, l'agriculture mise en commun, l'alliance du libéralisme et la croissance planifiée des États providence, l'euro, symbole de l'Union. Aujourd'hui, en crise de dumping industriel et social, en concurrence fiscale, on s'y querelle sur des restrictions budgétaires, liberté, prospérité pour les Grecs, l'Espagne, le Portugal qui quittait la dictature, c'était la libre circulation après le rideau de fer. 57 % des gens, en Espagne, quand ils sont jeunes, sont espagnols, mais sont aussi chômeurs.

On a peur pour l'euro, et on a peur pour les roms. Ce soir-même, si la Garonne déborde à Toulouse avec la fonte des neiges, il y a des enfants, à quelques mètres de chez moi, qui n'ont pas d'école, qui n'ont pas d'eau courante, et qui verront leurs bidonvilles et leurs ordures, qui n'ont pas été ramassées, emportés par le fleuve. Libre circulation.

Notre campagne, elle commence. Et comme on aura du mal à faire comprendre ce qu'il y a à faire, nous risquons d'être derrière le Front national. Cette alternance doit être rendue crédible. Notre campagne doit être offensive, elle doit donner des raisons de voter, donner raison de voter. Il faut une campagne du social qui s'appuie sur l'Europe de la preuve ; et les initiatives de François Hollande qu'on a citées tout à l'heure montrent la voie.

Il faut une campagne pédagogique où des étrangers viendront expliquer pourquoi ils ont besoin qu'ici on vote pour que le PSE bouge l'Europe. La campagne commence, ce n'est pas l'Europe qui est en panne, c'est à nous d'aller plus loin et plus vite, l'Europe à gauche est possible, le texte voté ici n'est qu'une première étape. »

Pervenche Berès

« Chers amis, chers camarades, cher Harlem, cher Jean-Christophe, merci de permettre au Parti socialiste français d'avoir une convention d'avance sur les débats que nous aurons au sein du Parti socialiste européen.

C'est important que nous, socialistes français, nous ayons pris cette avance, car pour François Hollande, l'enjeu de ces élections européennes, ce n'est pas uniquement de savoir si nous faisons mieux qu'aujourd'hui, c'est aussi une des conditions pour réussir ce qu'il souhaite faire en France, c'est une élection aussi politique que les élections nationales.

C'est aussi essentiel, puisque c'est lui qui est aujourd'hui le pivot d'une réorientation de la politique européenne. Pour cela, on nous dit que l'élection serait menacée de n'être qu'un débat entre le nord et le sud, qui ferait le lit des populismes. Mais ce que nous, nous disons, c'est exactement le message politique qui permet de répondre à cette angoisse du sud, que je préfère appeler la périphérie, face au nord, que je préfère appeler le centre.

Et au regard de cet enjeu, ce que nous faisons aujourd'hui, ce que nous proposons, a un sens politique. Savez-vous que la droite ne veut pas que l'on compte les chômeurs ? Ne veut pas que l'on compte les pauvres ? Elle accepte jour après jour de parler des déséquilibres, des déficits de la dette publique, mais lorsqu'on lui demande de petits indicateurs pour mesurer les déséquilibres sociaux, elle dit que ce n'est pas notre affaire.

Savez-vous que la droite, jour après jour, semble avoir découvert que la question de l'emploi, notamment de l'emploi des jeunes, serait une priorité ? Mais lorsqu'il faut être cohérent, lorsqu'il faut permettre le retour de l'investissement dans les pays de la périphérie, alors il n'y a plus personne à droite pour soutenir l'union bancaire jusqu'au bout.

Savez-vous qu'alors que le FMI fait son autocritique, que le FMI dit : *« Il faut changer la Troïka, parce que la Troïka s'est trompée »*, celui qui a demandé au FMI de venir les épauler dans la Troïka, personne ne le connaît ici, je vous dis son nom quand même, retenez-le, Monsieur Redling, qui s'occupe du mécanisme européen de stabilité. Monsieur Redling dit : *« Le FMI se trompe, oui il faut changer la Troïka pour sortir le FMI, parce que le FMI ne comprend pas l'esprit du pacte de stabilité. »*

Alors, je vous le dis, il nous faut mener la bataille politique sur la base de cette convention, de nos idées, pour demain avoir une majorité en soutien à François Hollande.

Et puis dernier point, cette élection, de quoi s'agit-il ? Il ne s'agit pas uniquement de savoir si on va avoir tant de députés ou tant d'autres. Il s'agit simplement de discuter des sujets européens, de ce qui détermine la politique européenne. Et là, nous avons devant nous une double échéance. D'abord, le futur de l'union économique et monétaire. Officiellement, c'est inscrit à l'ordre du jour du Conseil européen de juin. Et je vois bien ce qui risque de se passer quelle que soit la détermination de François Hollande à mettre ces propositions sur la table.

Le risque, c'est qu'ils fassent semblant. Ils écrivent quelques lignes, et à la fin, sous l'aimable pression de ceux qui ont des échéances électorales, on nous explique qu'il faudrait le faire plus tard. Plus tard, ça veut dire après le mois d'octobre. Ça signifierait que ce débat majeur sur l'avenir de l'Union économique et monétaire se mènerait juste après les élections allemandes, au moment où la Commission européenne et le Parlement européen seraient hors jeu. Ce n'est pas comme ça qu'on construira une Europe démocratique.

Cette question du futur de l'union économique et monétaire, ou nous la traitons aujourd'hui avec un Parlement européen en situation de débattre, ou il faut en faire un des enjeux de l'élection européenne. Même chose sur le budget. Nous avons exigé une clause de révision, mais ça n'est pas pour le plaisir de remettre ce chantier sur le métier toutes les deux minutes. C'est bien parce que l'enjeu électoral doit se traduire par une orientation budgétaire, d'où l'importance de cette clause de révision que nous demandons.

Le débat démocratique autour des élections européennes, il suppose qu'on y parle des vrais sujets, c'est je crois ce à quoi nous invite cette convention, et j'espère qu'avec cette Convention, Harlem, tu auras un grand succès, un grand écho au sein du Parti socialiste européen pour l'orienter en ce sens. »

Yannick Trigance

« Alors même que certains nous prédisaient un désintérêt des militants pour l'Europe dans un contexte politique tendu, difficile, peu propice à débattre de ce sujet décrit comme lointain, la réalité des débats fut tout autre. Les militants sont venus en nombre échanger, débattre, sur le fond du texte, les discussions sur les amendements ont été passionnantes, voire passionnées ; et les arguments n'ont pas manqué pour défendre les treize amendements soumis au vote des militants. Et à l'issue de ces débats, le vote des militants sur la Convention nationale Notre Europe est un succès de mobilisation.

La commission des résolutions qui s'est tenue cette semaine a su prendre en compte les résultats du vote des militants en modifiant le texte de telle manière que l'ensemble des camarades puisse se rassembler et partir au combat avec force et dynamisme. Car c'est bien d'un combat dont il va être question, un combat pour l'Europe et contre l'austérité, un combat qui s'inscrit à partir de notre texte aujourd'hui voté et finalisé, dans le prolongement et le soutien à la politique européenne de notre président François Hollande et de son gouvernement, et qui ont redonné de la force à la voix de la France en Europe.

Souvenons-nous en effet de l'état dans lequel la droite avait laissé notre pays, il y a un an. Une dette colossale, une industrie en déclin, un chômage en hausse continue, une école maltraitée, une société divisée.

Quant à la construction européenne, elle était au bord du gouffre. C'est pourquoi la priorité a été justement donnée au sérieux budgétaire pour retrouver notre crédibilité et notre souveraineté, sans renoncer à la solidarité. Le sérieux budgétaire et le soutien de la croissance sont en effet tous les deux indispensables au redressement du pays et de l'Europe. L'un ne va pas sans l'autre.

C'est pour l'avoir oublié que la zone euro, en se focalisant uniquement sur la réduction du déficit budgétaire, a basculé dans l'austérité et le chômage. La politique de François Hollande, au niveau français comme au niveau européen, consiste à jouer sur les deux leviers, en réduisant de manière significative notre déficit public tout en pratiquant une politique de l'emploi active et de soutien à l'investissement. Et François Hollande a su convaincre la Commission européenne du bien-fondé de cette politique de sérieux budgétaire, qui refuse à la fois le laxisme pratiqué par la droite pendant dix ans, et l'austérité.

La Commission européenne l'a accepté aussi, parce que cette politique crée les conditions d'un rétablissement durable de nos finances publiques. Sous l'impulsion française, les politiques d'austérité sont à l'évidence remises en cause, et le projet européen est enfin relancé. Ce sursaut est un signal fort pour les peuples européens, et notamment pour sa jeunesse. Priorité portée par notre président François Hollande en France et au niveau européen. Cette jeunesse, vous le savez, maltraitée en France sous la droite, à l'image de l'école de la République démantelée, tout comme la formation et l'apprentissage, que nous avons, avec raison, placés au cœur des priorités de notre texte, car pour nous, socialistes, cette promesse républicaine du droit à la réussite pour tous les jeunes, est un impératif, une exigence, en France, mais bien sûr au-delà, et donc, en Europe.

Et ce défi européen, et j'en terminerai là, pourra être relevé avec un Parti socialiste en mouvement, un Parti socialiste aux avant-postes, pour une Europe de la justice, de la solidarité et de la laïcité. Et au sortir de cette convention nationale, nous sommes forts d'un texte d'orientation politique conforme à nos valeurs, un texte ambitieux qui propose clairement de rompre avec l'Europe du capitalisme financier, un texte porté par notre Premier secrétaire Harlem Désir, et par tous les militants, qui nous permettra, avec nos partenaires socialistes, et sociaux-démocrates européens, de construire un projet commun des socialistes européens, un projet porteur d'un socialisme du possible, pour reprendre l'expression de notre camarade et ami Pierre Mauroy. Mes camarades, oui, l'espoir renaît en France comme en Europe, oui, le changement est en marche. En avant ! »

Estelle Grelier

« Tout d'abord, je remercie l'ensemble des militants, qui, dans les fédérations, dans les sections, ont contribué à faire vivre le débat et la démocratie interne autour de cette convention nationale sur l'Europe, permettant ainsi d'améliorer ou de préciser notre vision des choses.

Je saluerai particulièrement le travail de nos secrétaires fédéraux à l'Europe, et de la commission des résolutions, dont je dois dire que c'était une première pour moi, et qu'elle fut à la hauteur de sa réputation.

Je voudrais remercier Guillaume Bachelay de sa contribution décisive à l'élaboration du premier texte martyre, qui, il faut le reconnaître, a bien porté son nom.

Notre texte constitue à la fois un aboutissement et un point de départ. Un aboutissement, puisque nous arrivons au terme du processus engagé par le Bureau national le 12 février dernier, qui a décidé, sous l'impulsion de son Premier secrétaire, l'organisation de la convention nationale Notre Europe, qui devait préciser la position des socialistes sur l'Europe. Tout un programme.

Au regard de la qualité du texte qui est issu de ce processus, je pense que nous pouvons les uns et les autres être objectivement satisfaits du travail intense fourni collectivement depuis le mois de février. En tout cas, la confrontation démocratique que nous prônons pour l'Europe, et que nous nous sommes, en toute logique, appliquée prioritairement à nous-mêmes, a été fructueuse, puisque la formulation définitive de notre texte fait l'objet d'un large consensus. Un aboutissement, donc, mais aussi un point de départ. Ce texte intervient en effet à un moment charnière, un peu plus d'un an après l'élection de François Hollande, un peu moins d'un an avant les élections européennes prévues en mai 2014.

Cette convention est donc la contribution à la campagne européenne des socialistes du deuxième pays le plus peuplé

de l'Union qui s'engage, et nous voulons peser de tout notre poids aux côtés de François Hollande, de Jean-Marc Ayrault, et de la nouvelle majorité parlementaire, sur l'orientation de la construction européenne.

Mes chers camarades, à l'heure où le chômage dans la zone euro atteint un niveau historique, nous avons plus que jamais le devoir d'engager un combat démocratique contre les dérives de l'Europe libérale et les dirigeants qui la soutiennent.

Je vous dis ce qui me tient à cœur : je pense que l'adhésion à la politique de la CDU et de Madame Merkel ne saurait constituer un préalable à l'amitié entre la France et l'Allemagne, et qu'il nous faut refuser ce politiquement correct qui participe à la stratégie de discrédit de toute politique alternative à l'austérité et aux égoïsmes nationaux. Notre texte, c'est un texte socialiste, régulateur, progressiste, bref, un texte de gauche, fidèle à nos convictions, à nos engagements et à nos objectifs de réorientation de l'Union européenne.

Nous avons formulé quatorze priorités, quatorze priorités pour réorienter l'Europe, ces priorités, d'ailleurs, qui ont permis la synthèse, et que nous devons, sans relâche, dès aujourd'hui, défendre auprès de nos partenaires du Parti socialiste européen, et faire partager aux Français. Et ces priorités disent clairement ce que nous, socialistes, nous voulons pour les gens. Je veux pouvoir dire aux salariés de l'usine Renault de Sandouville de ma circonscription, qui ont vu leur effectif divisé par trois en quinze ans et leur emploi se délocaliser aussi à l'intérieur de l'espace communautaire, je veux pouvoir leur dire que nous, socialistes, nous ne lâcherons rien sur la convergence sociale, fiscale et environnementale, que nous interdirons l'utilisation des financements communautaires pour des délocalisations à l'intérieur de l'espace européen ; que nous ne lâcherons rien sur la révision du régime des aides d'État ; que nous ne lâcherons rien, cher Guillaume, sur la mise en place d'une stratégie collaborative en matière industrielle à l'intérieur de l'Union européenne ; rien sur la fin de l'euro fort, et que nous ne lâcherons rien, mais rien, sur la rémunération des grands patrons. Voilà ce que dit ce texte.

Alors je forme avec vous le vœu que cette convention sur l'Europe inspire l'ensemble des socialistes européens et nous conduise à la victoire. Mais pour cela, soyons offensifs, n'intériorisons pas des défaites avant d'avoir mené les combats, que ce soit ici, aux élections européennes, chez les autres, en anticipant la défaite du SPD. Politisons le sujet européen, d'abord parce que nous aimons ça, l'Europe et la politique, et aussi parce que c'est le meilleur service que nous puissions rendre au projet européen pour les citoyens européens qui nous attendent.

Alors, chers camarades, le top départ de la campagne européenne est donné, tous sur le pont de l'Europe ! »

Résultat du vote
Pour : 181
Contre : 4
Abstention : 2
Texte adopté à la majorité

Retrouvez l'intégralité du texte adopté sur
parti-socialiste.fr/articles/texte-de-la-convention-nationale-notre-europe

Notes

Notes

Notes

Notes

Notes